

La chapelle de la maison-mère des Soeurs grises de Montréal.

## Si Valorinvest ne peut s'y plier, Ottawa? Montréal tient à l'ensemble de la maison des Soeurs grises

par Bernard Descôteaux

"Il faut tenter de conserver l'ensemble de la maison-mère des Soeurs grises, et si la compagnie Valorinvest ne peut pas le faire, il faudra peut-être trouver un autre client".

Cet autre client pourrait être le gouvernement fédéral qui installerait dans l'édifice des religieuses, boulevard Dorchester, une partie des services devant être aménagés Place Guy-Favreau. Il s'agit de voir ce qu'est la meilleure solution pour la collectivité montréalaise.

Telle est la position des autorités de la ville de Montréal dans ce dossier alors que se poursuivent entre la compagnie suisse Valorinvest, le ministère des Affaires culturelles du Québec et Montréal des

négociations sur le projet de construction d'un ensemble immobilier sur l'emplacement de la maison-mère des Soeurs grises.

C'est le vice-président du comité exécutif de Montréal, M. Yvon Lamarque, qui a expliqué au cours d'une entrevue accordée au DEVOIR, les positions qu'il défend: conserver non seulement le couvent, mais aussi les aires de verdure l'entourant.

La société Valorinvest s'est portée acquéreur de cette propriété il y a plus d'un an, au moment où le ministre des Affaires culturelles de l'époque, M. Denis Hardy, consentait enfin à classer "bien culturel" la chapelle, située au centre de l'en-

semble conventuel, oeuvre de l'architecte Victor Bourgeau. L'un des plus beaux ensembles architecturaux du Québec se voyait ainsi protégé de toute démolition, en principe, à moins que le ministre ne l'autorise.

L'on comprendra la déception des promoteurs qui pour le quadrilatère formé par les rues Sainte-Catherine, Saint-Mathieu, Guy et le boulevard Dorchester se seraient engagés à verser aux religieuses la somme de \$17 millions. L'an dernier, ils soumettaient au ministre des Affaires culturelles un projet de construction d'édifices d'une quarantaine d'étages nécessitant la démolition d'une grande partie du couvent.

Ce projet fut refusé, mais Québec a ouvert la porte à un projet plus modeste. Selon nos informations, le ministère des Affaires culturelles aurait été prêt à autoriser la construction d'édifices de 12 et de six étages le long de la rue Sainte-Catherine, de huit et de quatre étages le long de la rue Saint-Mathieu, et d'un édifice de quatre étages à l'arrière du couvent. On aurait autorisé la démolition des édifices de la rue Sainte-Catherine, l'aile ouest du couvent, la partie nord de l'aile est, la buanderie et la chaufferie.

La semaine dernière, les promoteurs, c'est-à-dire leurs avocats et leurs urbanistes, ont rencontré les représentants du

Voir page 6: Soeurs grises

### au sommaire

- Wagner et Mulroneu insultent la liberté des délégués, selon Grafty — page 2
- La FTQ-Construction recherche le salaire garanti
- Grève du papier: accord de principe avec quatre compagnies — page 3
- Le Liban, le silence, et Ottawa: un éditorial de Georges Vigny
- Les chants les plus beaux: un commentaire de Michel Roy
- Les Jeux mais pas de métro? un commentaire de J.-C. Leclerc — page 4
- Féminin pluriel — page 7
- Au fil des mots — page 8
- Les Steelers remportent un second Super Bowl — page 10

## Bourassa dit en quoi PLQ et PQ se ressemblent

par Michel Roy

Robert Bourassa ne plaisante pas quand il parle de la social-démocratie de son gouvernement et, à cet égard, il ne voit pas beaucoup de différences idéologiques entre son parti et le Parti québécois.

Au cours de l'entretien qu'il avait la semaine dernière avec LE DEVOIR, le premier ministre s'est en tout cas efforcé de mieux définir cette notion, tout en reconnaissant qu'il y a autant de social-démocraties qu'il y a de pays qui en font l'expérience. Celle qu'il exalte périodiquement ne saurait se comparer facilement à la social-démocratie allemande, britannique, suédoise ou yougoslave.

"Pour moi, dit-il, la social-démocratie c'est l'ensemble des services sociaux, fiscaux et économiques offerts aux citoyens et qui ont pour but de réduire les inégalités sociales. Songez, par exemple, à l'assurance-hospitalisation, à l'assurance-santé, à l'aide juridique, à la cour des petites créances, à l'assistance sociale.

"Sur le plan public, depuis 1970, le gouvernement a beaucoup fait dans ce sens. Il reste bien sûr des questions importantes à régler: l'assurance-automobile, l'habitation et les logements à prix modiques, le régime des médicaments gratuits, les soins dentaires. Mais nous avons déjà

presque tout l'éventail de la social-démocratie!"

Il est certain, poursuit le premier ministre, que l'Opposition dira toujours: plus vite et plus loin!

Quand on lui fait observer que la social-démocratie postule d'ordinaire la prise en charge par l'Etat des principaux moyens de production, le contrôle des richesses naturelles, une certaine forme de participation des travailleurs à la gestion des entreprises, de même que l'élimination progressive des écarts de revenus par des moyens fiscaux, M. Bourassa propose plusieurs distinctions.

"Nous ne voyons pas d'objections d'ordre idéologique à l'intervention déterminante de l'Etat dans les grands secteurs de production et dans les ressources naturelles. A preuve: l'Hydro-Québec, Sidbec, Soquem, Soqip, etc. Nous avons investi des centaines de millions dans Sidbec. Nous avons investi des sommes considérables dans la SGF. Dans le domaine forestier, nous avons fait plusieurs actions: pensez à Timbec, à Cabano, etc. Ce sont des investissements plus sociaux qu'économiques. La réforme forestière, la reprise en main de tout le patrimoine, le Parti québécois proposait d'y mettre \$120 millions. Eh bien, nous avons réglé, nous, pour \$60 millions. Sur ce point, je ne vois pas de différence idéologique entre le PQ et le PLQ, sauf que nous devons tenir compte des contraintes du pouvoir qui, parfois, ralentissent la mise en oeuvre de nos politiques.

"Songez à Michael Foot, travailliste britannique, bien plus à gauche que Robert Burns. Quand M. Foot est devenu ministre de l'Emploi dans le gouvernement de M. Wilson, il a dû changer d'attitude.

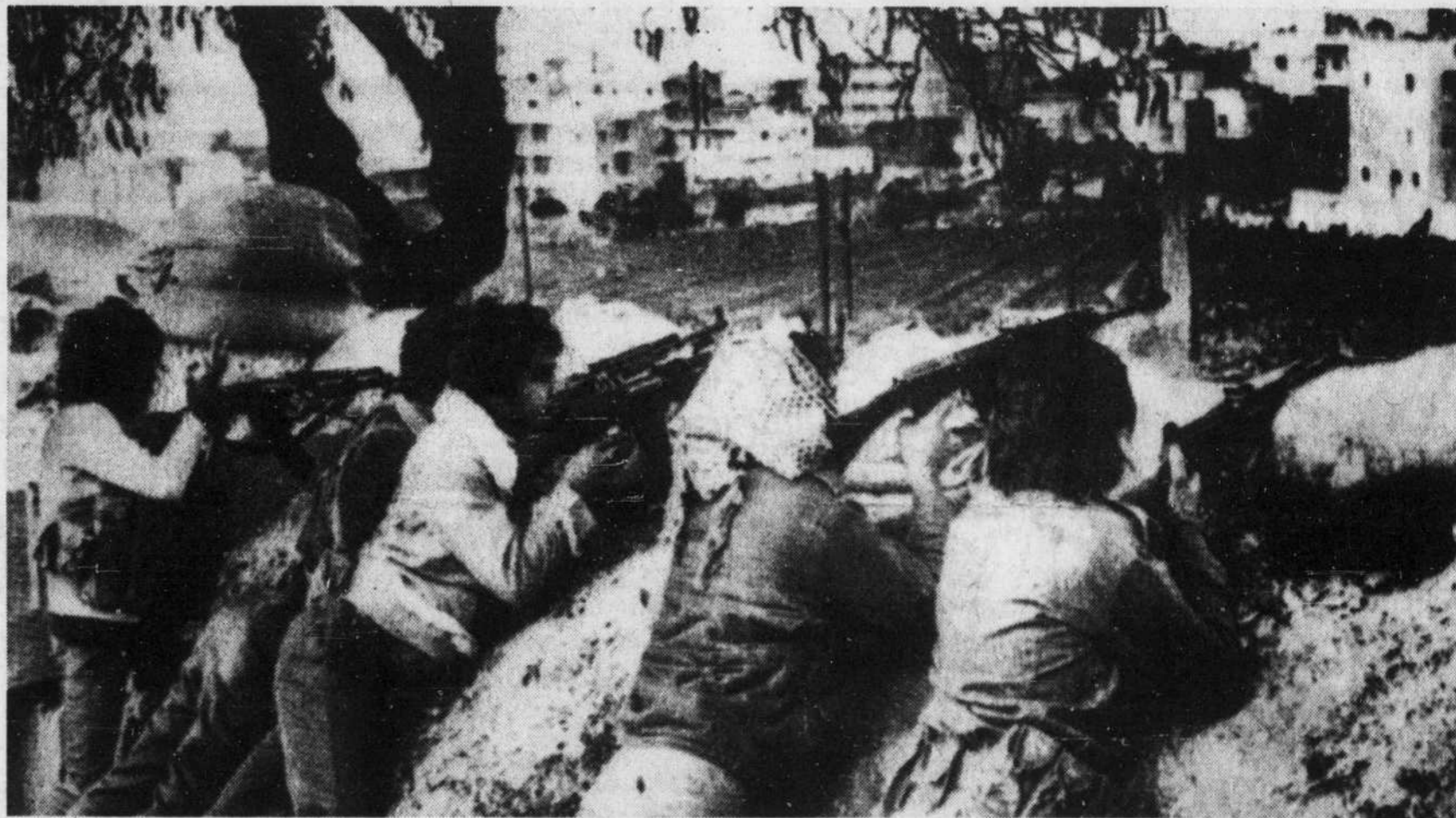
"Je pense aussi que, dans le cas du salaire minimum, de l'indexation, des médicaments, nous avons doublé le PQ sur sa gauche. Il voulait que nous consentions davantage aux médecins lors des dernières négociations. Il voulait que nous indexions le salaire minimum, ce qui aurait entraîné une hausse de 40%, alors que nous l'avons augmenté de plus de 80%."

Quelles sont à ses yeux les prochaines étapes?

"En 30 ans ou 40 ans, nous avons assisté à un renversement complet; nous sommes passés de la société de pénurie à la société "d'abondance". J'insiste sur les guillemets quand je dis "abondance", car il est évident qu'il reste encore des secteurs importants où se posent de sérieux problèmes. Par exemple, depuis quatre ans au Québec, le revenu personnel disponible a augmenté de 70%, contre une augmentation parallèle de l'inflation de 40%. C'est donc une hausse du niveau de vie de 30%. Ce qui permet, je crois, d'appliquer en priorité ces revenus à la réduction des inégalités sociales.

"Dans le domaine des mesures sociales, cette société a déjà beaucoup fait. Il faudrait maintenant se préoccuper davan-

Voir page 6: Bourassa



Des miliciens druzes de M. Kamal Joumbatt font le siège de l'agglomération chrétienne de Jiyeh, au sud de Beyrouth. C'est dans cette même région que le ministre de l'Intérieur, M. Camille Chamoun, se trouve assiégé dans sa résidence défendue par ses propres miliciens du PNL.

(Téléphoto AP)

## Le Liban sans gouvernement alors que la guerre fait rage à la Quarantaine

BEYROUTH (d'après Reuter) — Femmes et enfants évacués vers le quartier arménien, les miliciens Kataeb ont sommé les forces musulmanes et palestiniennes retranchées dans le quartier populaire de la Quarantaine de se rendre avant l'assaut final qui ouvrirait le passage à 15 mille

combattants chrétiens descendus de la montagne et dépêchés en renforts vers le sud.

Alors que ces combats, les plus acharnés de ces dix mois de guerre civile, se déroulaient, le premier ministre, (musulman sunnite), M. Rachid Karamé, a an-

noncé officiellement sa démission, qui entraîne automatiquement celle de son gouvernement. Ce vide politique, au moment où les batailles font rage aussi bien dans la capitale qu'autour des quatre agglomérations chrétiennes assiégées au sud, et à Zahlé, dans le centre du pays, est

des plus inquiétants, le geste de M. Karamé, en dépit de ses déclarations, étant considéré comme un défi au chef de l'Etat (maronite), qui se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité de former un gouvernement civil.

C'est, de fait, l'intervention de l'armée, Voir page 6: Le Liban

## Initiative secrète africaine pour arrêter les combats en Angola?

Plusieurs Etats africains ont lancé une nouvelle initiative diplomatique secrète pour tenter d'arrêter la guerre civile angolaise.

Cette initiative viserait à promouvoir un accord entre les deux principaux mouvements de libération angolais en lutte, le mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), soutenu par l'Union soviétique, et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), appuyée par les puissances occidentales,

en excluant le troisième mouvement, le Front national de libération de l'Angola (FNLA).

Cette initiative est considérée comme le dernier espoir pour empêcher une guerre totale, mais ses chances de succès sont envisagées sans grand optimisme.

La Zambie, qui a adopté une position modérée sur la question angolaise, et qui a proposé la formation d'un gouvernement d'unité nationale, serait disposée à appuyer cette initiative. D'autres Etats

africains, comme la Tanzanie et le Mozambique, qui soutiennent le MPLA, seraient prêts à étudier cette initiative, et si elle réussit, à la soutenir.

Cette initiative diplomatique n'en est qu'à ses débuts, et pour le moment ni le MPLA ni l'UNITA n'y ont répondu. Cependant, M. Savimbi, leader de l'UNITA avait déclaré dans le passé qu'il pourrait accepter la deuxième place derrière M. Neto, dirigeant du MPLA, dans le pre-

Voir page 6: Angola

**chez VITO**  
RISTORANTE  
Mecca gastronomica  
Centre Gastronomique  
735-3623  
5412 Côte des Neiges  
Montréal

**POUR PRÉPARER MA 2e VIE!**  
Rencontres d'information et documentation sur l'organisation d'une retraite heureuse.  
**LES ARTISANS COOPVIE**  
la coopérative d'assurance-vie CENTENAIRE  
Montréal: 381-3678  
Québec: 656-0018  
Ottawa: 746-4881  
Trois-Rivières: 375-8311  
Sherbrooke: 562-2641  
Drummondville: 478-3182  
Appelez:

DATE: 16 JANVIER 76  
**PERFECTA**  
**6/36**  
GROS LOT  
\$45,027.00  
REPORTÉ À LA SEMAINE PROCHAINE

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE					
9	15	19	23	26	35
6 SUR 6	2		\$50,000.00		
5 SUR 6	146		\$462.60		
4 SUR 6	3,703		\$50.60		
5 SUR 6+	0		\$45,027.00		
		NOMBRE DE GAGNANTS	PRIX	NO COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +	
				34 VENTES TOTALES \$781,720.00	

**MINI LOTO**  
TIRAGE 42  
VENDREDI 16 JANVIER 76  
32 Séries émises - 90,000 chacune  
POSSIBILITÉ DE:  
32 GAGNANTS DE \$5,000.  
256 GAGNANTS DE \$500.  
2592 GAGNANTS DE \$100.



## La grève du papier

### Accord de principe avec 4 papeteries

Une entente de principe, dont les termes ont été jalousement gardés secrets, est intervenue en fin de semaine entre quatre moulins à papier du Québec et le Syndicat canadien du papier.

Les 3,500 syndiqués touchés par l'entente commenceront à se prononcer sur ces dernières offres patronales à compter d'aujourd'hui. Les résultats seront divulgués par l'état-major syndical jeudi soir ou vendredi matin au plus tard. L'entente sera ratifiée seulement si la majorité des travailleurs des quatre usines en approuve le contenu; le syndicat a éliminé la possibilité de permettre la conclusion d'ententes particulières dans l'une ou l'autre des entreprises.

Selon une source bien informée, les quatre compagnies, Domtar, Québec North Shore Ltd., Reed Paper et MacLaren, auraient présenté une offre de 14% la

première année, de 8,5% la deuxième, renonçant donc au contrat de trois ans. D'un commun accord, les parties auraient décidé de ne pas divulguer le projet de convention avant d'en informer les syndiqués de manière à placer la Commission anti-inflation devant un fait accompli.

On se rappelle que la Commission Pépin a rejeté dernièrement un contrat de travail accepté par les travailleurs de la Cie Irving Paper, au Nouveau-Brunswick, l'entente excédant les normes fédérales. Les papeteries du Québec auraient l'intention, pour leur part, de justifier leurs demandes par la traditionnelle parité des salaires entre eux et les travailleurs de la forêt, qui ont obtenu des augmentations de cet ordre en 1975.

Les employeurs, de leur côté, sont impatients de reprendre leurs livraisons à

leurs clients américains, menacés de manquer de papier. La grève remonte à octobre.

Aux Etats-Unis, des journaux comme le New York Times et le Chicago Tribune ont commencé à s'approvisionner en Suède, en Norvège et en France. Le coût du transport sur d'aussi longues distances a fait passer le prix de la tonne de papier de \$260 à \$330. Les stocks de papier sont extrêmement bas et dureront deux ou trois semaines au plus dans certains cas. Cependant, aucun grand quotidien n'a encore commencé à réduire le nombre de ses pages.

L'entente de principe entre le syndicat et les quatre producteurs de papier a tout le charme de devenir un modèle pour les 44 autres entreprises de l'Est du pays, paralysées elles aussi par la grève de leurs 21 500 employés.

## Le déficit des Jeux

### M. Drapeau croit toujours au miracle, M. Goldbloom à Ottawa

Même si le maire Drapeau a prétendu en fin de semaine que les Jeux pouvaient s'autofinancer entièrement et rapidement à la condition qu'on le veuille bien, le ministre des Affaires municipales du Québec, M. Victor Goldbloom, chargé de la Régie des installations olympiques, a déclaré hier qu'il ne fallait pas écarter la possibilité de demander l'aide financière d'Ottawa.

M. Goldbloom a précisé, dans une interview à une station de radio anglophone de Montréal, qu'il appartient à M. Bourassa de décider de l'opportunité d'une telle demande et de suggérer à Ottawa le moyen d'aider à combler un déficit qu'on évalue présentement à plus de \$600 millions.

Le premier ministre M. Trudeau a de nouveau déclaré jeudi, à Ottawa, que son gouvernement n'entendait pas financer directement les Jeux Olympiques. Il a ajouté que M. Bourassa a déjà fait valoir qu'il pourrait demander au gouvernement central de céder des points d'impôt qui aideraient Québec à combler le déficit olympique.

Le maire Drapeau se dit persuadé, au risque, dit-il, de passer pour un fou, qu'il n'appartient ni aux Montréalais, ni aux Québécois, ni aux Canadiens d'assumer seuls le coût des Jeux 76. Rejetant l'idée d'un impôt spécial, le maire rappelle les formules d'autofinancement qu'il avait

proposées en 1973, comme la loterie, les timbres et la monnaie qui permettent de recueillir de l'argent non seulement au Québec et au Canada, mais dans toutes les parties du monde.

Le maire Drapeau a dit qu'il faut vouloir vraiment l'autofinancement des Jeux pour le réussir, mais qu'il n'irait pas plus loin dans ses suggestions puisqu'il appartient maintenant à Québec de relever le défi.

Le premier ministre du Québec a déclaré la semaine dernière dans une entrevue au Devoir que l'économie du Québec se portait bien, exception faite du financement des Jeux.

Hier, M. Goldbloom a répété qu'il ne saurait être question de retarder la date d'ouverture des Jeux, fixée au 17 juillet, et qu'il ne fallait pas penser que les Jeux puissent avoir lieu ailleurs.

Voir page 6: Le déficit

## Les chômeurs de Verdun décident de s'organiser

par Gilles St-Jean

Les chômeurs de la région de Verdun vont se donner les moyens d'occuper la place qui leur revient sur le marché du travail. Jeunes sans expérience, unilingues français, femmes seules se débattant contre des pressions de toutes sortes, hommes d'expérience "trop âgés" (45 ans et plus), tous sont convoqués par le Comité des chômeurs de Verdun à une réunion générale au cours de laquelle les 4000 qu'ils sont pourront échanger leurs vues et s'organiser afin de relancer leur vie professionnelle.

Parce qu'un des leurs a pris l'initiative de contacter Multi-Média, organisme public d'information et de propagande auprès des groupes sociaux défavorisés, une campagne de propagande a été lancée sur les moyens de vaincre le chômage. Un tract publié la semaine dernière fait part des problèmes inhérents à la condition des sans-travail: tous les groupes d'âges, les femmes, les jeunes, y ont retrouvé la description exacte de leurs ennuis bien particuliers... et le moyen commun d'en sortir.

A Multi-Média, on insiste sur le fait que les chômeurs eux-mêmes devront faire l'effort de s'"éduquer", de se recycler, ou de chercher du travail. C'est aussi de leur effort et de leur travail que naîtra éventuellement un nouvel organisme qui organisera la lutte des

chômeurs, un organisme qui créera des garderies, des cours, ou qui orientera les chômeurs vers les cours offerts par le gouvernement et les informera des possibilités d'aide financière disponibles.

L'action de Multi-Média auprès des sans-travail en est une d'information, et non pas de pourvoyeur de denrées toutes-cuites. Au local du Comité, les chômeurs s'occupent eux-mêmes des préparatifs de l'assemblée générale, sous l'oeil bienveillant d'un "conseiller". Ce dernier, se tenant assez loin des lieux de l'action, se contentant de superviser, laisse à l'initiative des membres du Comité, le soin de confectionner les affiches annonçant l'assemblée. Et les chômeurs semblent fort bien se tirer d'affaires.

La réunion générale, demain, au sous-sol de l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, rue Wellington, à Verdun, commencera à 14 heures. Au cours de cette réunion, où l'on espère que les sans-travail n'hésiteront pas à se prévaloir de leur droit de parole, on élaborera un programme de dépannage, qui pourrait avoir comme résultat de caser sur le marché du travail le plus grand nombre possible de participants, en leur fournissant les outils nécessaires à une nouvelle vie socio-professionnelle.

## Projet de la FTQ-Construction

### Un régime de sécurité du revenu conçu pour contrer les contrôles

par Louis-Gilles Francoeur

La FTQ-Construction préconisera, lors des prochaines négociations, la mise en place d'un régime de sécurité du revenu légèrement différent du projet suggéré dans le rapport de la Commission Cliche, pour "contourner" les mesures anti-inflation.

C'est ce qui ressort des discussions à huis clos tenues la semaine dernière au lac Simon, dans la région de l'Outaouais, auxquelles ont participé les représentants des 37 syndicats affiliés au Conseil provincial des métiers de la construction.

Les mêmes délégués auront encore à se prononcer dans 15 jours sur le texte définitif des demandes qu'ils veulent soumettre au début de février à la table centrale de négociation. Entre-temps, d'autres comités travaillent à mettre au point les demandes particulières des différents corps de métiers, qui seront vraisemblablement discutées à des tables dites "sectorielles".

Selon la formule mise au point par les représentants de la FTQ-Construction, une caisse alimentée par les entrepreneurs verserait aux travailleurs en chômage la différence entre un salaire moyen et les prestations de la Commission d'assurance-chômage, dont le maximum est actuellement fixé à \$130 par semaine. Cette protection vaudrait pour la durée du prochain contrat de travail.

La Commission Cliche avait proposé de son côté une formule qui aurait assuré les travailleurs d'un revenu annuel garanti, dont le minimum aurait varié selon les métiers. Laisant aux parties le soin de négocier les modalités de ce régime, la Commission avait toutefois jugé nécessaire d'accroître la protection des travailleurs au chapitre des salaires afin de les soustraire à l'instabilité notoire de ce secteur économique. La Commission Cliche avait par ailleurs recommandé au gouvernement de planifier dans un premier temps l'octroi de ses propres contrats de construction, qui comptent pour 40% des investissements de cette industrie. Dans un deuxième temps, les entreprises privées auraient été obligées d'intégrer leurs investissements au "plan" général.

Le projet de convention collective, dont les grandes lignes ont été tracées cette semaine au lac Simon, vise globalement trois objectifs: accroître la sécurité du revenu par la formule exposée précédemment, améliorer la sécurité d'emploi par une reconnaissance explicite des bureaux de placement syndicaux et contrôler directement la sécurité physique grâce à un plus grand nombre de délégués de chantier dont le rôle serait par ailleurs mieux défini.

Les délégués de la FTQ-Construction ont sérieusement examiné les limites imposées à leur prochaine négociation par les mesures fédérales et provinciales de lutte contre l'inflation.

Leur stratégie dans ce domaine vise moins à obtenir de fulgurantes augmentations de salaire, qui seraient sans doute refusées en vertu des normes en vigueur, qu'à étendre la sécurité du revenu par une formule semblable à celle suggérée par la commission Cliche.

De cette façon, les syndiqués n'en obtiendraient pas moins une substantielle augmentation de la masse salariale.

L'administration de la "caisse de dépannage", qui servirait à combler l'écart entre les prestations d'assurance-chômage et le salaire moyen de chaque travailleur, serait vraisemblablement confiée à la section de l'Office de la construc-

tion du Québec actuellement chargée de la gestion des avantages sociaux des syndiqués de la construction.

La FTQ-Construction n'envisage pas de contingentement direct de la main-d'oeuvre de la construction. Compte tenu du "filtre" déjà en place au niveau de la qualification professionnelle, ses représentants optent plutôt pour un accroissement des pouvoirs des bureaux de placement syndicaux en vue de réduire, en période de récession, l'accès aux différents métiers.

Les syndiqués de la FTQ entendent par ailleurs prendre "leur sécurité en main" grâce à un accroissement "substantiel" du nombre de délégués de chantier, fonctions qui ne seraient pas "électives", contrairement aux recommandations de la Commission Cliche. L'élection des délégués, a souligné la FTQ-Construction à plusieurs reprises, empêche la formation des délégués avant leur nomination, d'où une importante réduction de leur efficacité au détriment de la sécurité.

Il est question aussi de demander le droit pour les syndiqués de cesser légalement de travailler lorsque des dangers évidents auraient été découverts par un représentant syndical. L'ancien décret reconnaissant au travailleur le droit de ne pas risquer sa vie au travail, mais sans assortir ce privilège d'une possibilité d'arrêt de travail "cien concrète".

La FTQ-Construction a par ailleurs l'intention d'exiger "la négociation au préalable" des conditions de vie dans les chantiers isolés. Reprenant dans ce domaine les termes d'un mémoire présenté au ministère du Travail en 1974, les représentants syndicaux ont aussi repris les demandes contenues dans le mémoire présenté par la FTQ devant la commission Cliche en précisant un très grand nombre de points.

Les entrepreneurs ne pourraient plus ainsi édifier des camps de qualité différente selon les endroits.

Si les demandes syndicales parvenaient à s'imposer, la taille des habitations, les meubles, l'insonorisation, la qualité et l'entretien des services, la nourriture, etc., feraient l'objet de normes minimales

## Le scrutin de la construction La CSN est déboutée

Le juge Amédée Monet, de la Cour supérieure du Québec, a débouté vendredi la requête de la CSN contestant le vote d'adhésion syndicale du 9 novembre dans l'industrie de la construction.

Le juge, qui devait se prononcer sur la recevabilité de la requête, a décidé que l'Office de la construction, en charge du scrutin, ne constituait pas un tribunal quasi-judiciaire. La décision de l'OCQ d'accorder un certificat de représentativité majoritaire à la FTQ-Construction ne peut donc être contestée sur la base des faits allégués par la CSN.

La Cour supérieure avait récemment accordé à la CSN-Construction un bref d'évocation temporaire obligeant l'OCQ à

Voir page 6: La CSN

dans les chantiers isolés. Le projet syndical va même jusqu'à préciser la nature des équipements de loisirs et leur nombre par tête de pipe, ainsi que la compétence et le nombre des moniteurs.

Pour l'instant, les futurs négociateurs syndicaux sont très préoccupés par la division du monde patronal, qui empêche la naissance de l'association unique des employeurs. Les représentants syndicaux, qui auront en main d'ici 15 jours les grandes lignes de leur projet de convention collective, craignent de se retrouver sans interlocuteur à la table des négociations.

Le décret en vigueur dans la construction prévoit que les parties auront fait part de leur volonté de négocier en présentant leurs projets, dans les 90 jours précédant l'expiration du contrat de travail imposé en 1973 par le gouvernement. Le décret en cours expirant le 30 avril, les deux parties devraient normalement se rencontrer au début de février.

Or le gouvernement a l'intention de former l'association patronale unique cette semaine, en dépit de la dissidence de deux des six associations. Il serait donc surprenant que le nouvel organisme soit prêt à négocier la semaine suivante, d'autant que l'Office de la construction devra organiser au préalable une assemblée générale des 16,000 entrepreneurs de la province pour permettre à ces derniers d'élire le conseil d'administration de la nouvelle association.

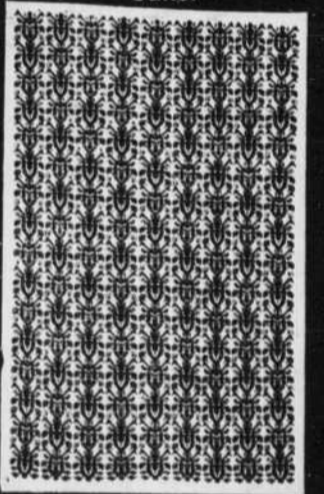
La prochaine négociation pourrait donner lieu à certaines initiatives syndicales dans cette industrie où les rivalités n'ont cessé d'éloigner progressivement les états-majors de la FTQ et de la CSN.

La semaine dernière, en effet, des représentants des syndicats les plus "militants" de la FTQ-Construction, dont les électriciens, ont manifesté leur intention d'informer à tout le moins leurs collègues de la CSN du déroulement des négociations au lieu de leur en laisser deviner les étapes par le truchement des journaux.

De semblables initiatives seraient toutefois laissées à la discrétion de chaque union. Aucun courant majeur de "sympathie" n'a semblé animer l'état-major de la FTQ-Construction au point de le porter à envisager la même chose à son niveau.

## Tapis de Tunisie

Sahel



"Le Bijou de Votre Foyer"  
844-6614  
3425, rue Ste-Famille (2e étage)

## aujourd'hui

Ouverture du Café-Rencontres pour personnes handicapées, à 14 h, à l'arrière de l'église de La Visitation, 1847 boulevard Gouin, est.

A 12 h 30 au Centre d'ocuménisme, 2065 rue Sherbrooke, ouest, lancement du document intitulé "Les sports dans l'optique chrétienne" préparé à l'intention des Jeux de Montréal de 1976. A 20 h, au Collège Brébeuf, dans le cadre de la semaine ocuménique, conférence du juge Robert Cliche sur les responsabilités et l'engagement des chrétiens dans le Québec actuel.

La période d'inscription à l'Université du Québec à Montréal se poursuit du 19 au 22 janvier.

Dévoilement des notes de la session d'automne, entre 9 h et 16 h, pour les étudiants du cégep Bois-de-Boulogne.

Collecte de sang de la Croix-Rouge au Collège militaire de Saint-Jean, dans le gymnase, de 13 h 30 à 17 h. Egalement, à Saint-Lin-des-Laurentides, nouvelle salle municipale, 225 avenue Laurier, de 14 h 30 à 17 h et de 18 h 30 à 21 h 30.

Assemblée du conseil municipal de Mont-Royal, à 20 h, à l'hôtel de ville, 90 avenue Roosevelt.



La Chambre de commerce de Montréal

Déjeuner-causerie hebdomadaire

MARDI, LE 20 JANVIER



M. JEAN CHRÉTIEN  
Président du Conseil du Trésor

Hôtel Sheraton Mont-Royal  
12 h 30  
Le public est admis  
Billets à l'entrée: \$7  
Pour les membres, des livrets d'abonnement sont disponibles à prix réduit.

Renseignements: 866-2861

## le château d'aujourd'hui... extracagant ou sage

Trois fois par jour...

Au Château d'Aujourd'hui, le coin repas épouse l'orientation que vous souhaitez. De ligne, de forme et de concept tellement différent, vous aimerez vous y retrouver... 3 fois par jour.

Découvrez les dinettes modernes du Château d'Aujourd'hui.



Il y a trois  
Château  
d'Aujourd'hui:

• 6370, St-Hubert • 6375, St-Hubert, Montréal  
• 1125, boulevard St-Martin, Laval  
Téléphone: 382-4710.



# éditorial

## Le Liban, le silence, et Ottawa

Déchiré, écartelé, dépecé, martyrisé à une cause qu'il avait hébergée, le Liban crie qu'on arrête le carnage. La duplicité des uns, la complicité des autres, et surtout le silence de ceux qui se prétendaient être ses amis font qu'aujourd'hui ce petit pays agonise, menaçant d'entraîner dans sa mort deux causes adverses unies pour le meilleur et surtout pour le pire: la sienne propre et celle des Palestiniens.

Hier, le pape Paul VI a prononcé un émouvant voeu pieux, espérant que "l'amour triomphera" en fin de compte au Liban, et déclarant que Caritas Internationalis et Cor Unum sont à l'oeuvre pour soulager les souffrances.

De son côté, le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a lancé un appel à la cessation de cette "lutte fratricide" qui risque d'avoir de graves répercussions pour la paix au Proche-Orient, un appel qui, d'abord et avant tout, prouve son impuissance totale devant une boucherie qui constitue un défi à la conscience collective.

Et c'est tout. Silence à Paris où, pourtant, depuis la fin du mandat français, on croyait être en mesure d'aider le Liban autrement que par une mission Couve de Murville; silence à Washington où, pourtant, depuis ce fameux 14 juillet 1958 où des Marines furent débarqués, accélérant le pourrissement politique du pays, on prétend tenir au mythe d'un Liban de coexistence; silence à Moscou, où on se croit investi d'une mission internationale auprès des causes de combat; silence à Londres, où, pourtant, les pays du Proche-Orient sont supposés être une ancienne chassée-gardée.

Les pays arabes? Bien sûr, la Syrie est médiatrice, et on voit où ça mène. Bien sûr, la Ligue arabe cherche à tenir un "sommet" extraordinaire, mais il lui faudra d'abord surmonter ses propres contradictions qui ont rendu sans objet sa précédente tentative au niveau ministériel.

Le seul qui parle, c'est Israël, et c'est ce qui inquiète!

Alors, ivres de sang, ne comptant que sur eux-mêmes, deux nationalismes un temps complémentaires s'opposent, l'arabe et le libanais, le musulman et le chrétien, cherchant la survie dans l'élimination physique de l'autre. Plus de vingt mille morts, plus de quarante mille blessés, des quartiers entiers ravagés, une infrastructure économique en ruines, une structure politique fonctionnant à vide et au gré des chocs, bref un pays dans les affres de la mort, qui a payé en quelques mois de guerre civile plus de victimes que les trois dernières guerres israélo-arabes réunies.

Depuis hier, la haine meurtrière fait ses ravages pratiquement sans contrôle possible, le

chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, ayant par sa démission entraîné celle de tout son cabinet. Dans les circonstances, aussi défendables que soient les motifs de M. Karamé, cette démission est irréparable puisqu'aucune autre personnalité musulmane sunnite ne pourra assumer le mandat de constituer un nouveau gouvernement. De toute manière, ce départ survient peu après un "sommet" islamique, à la résidence du grand mufti de la république, auquel ont participé l'imam Sadre, chef suprême des chiïtes, et les diverses personnalités musulmanes du pays. C'est dire qu'aucun candidat sérieux ne se manifesterait de ce côté. Ce qui veut dire aussi, que devant le vide créé et ne pouvant gouverner par décrets, le chef de l'Etat, le maronite Soleiman Frangié, sera fortement tenté de recourir à un gouvernement militaire restreint ayant pour seule et unique mission de mettre de l'ordre dans le pays. La dernière tentative du genre avait échoué devant l'opposition irréductible du camp musulman. Avec la coupure totale du pays, une telle opposition n'est plus un obstacle. Un mourant n'a pas peur du rhume de cerveau.

L'armée est déjà partie au conflit, intervenant pour sauver les nationaux des attaques d'"éléments étrangers". A Beyrouth même, au sud, autour des agglomérations chrétiennes assiégées, mais ailleurs aussi, comme à Zahlé où ses adversaires ressemblent à s'y méprendre aux éléments de l'ALP intégrés à l'armée syrienne... Les milices Kataëb et PNL, risquant d'être submergées sous le nombre, sont lancées dans la bataille du bidonville de la Quarantaine, leur but étant, de leur propre aveu, d'ouvrir le chemin à 15 mille des leurs venant en renforts de la montagne. Ce qui, par le fait même, indique que les belligérants ont encore assez de réserves en hommes et en matériel pour un bain de sang général.

C'est de ce pays que parlait la Bible, où coulent, disait-elle, le miel et le lait. C'est le sang qui coule maintenant, par les rigoles et dans les caniveaux fangeux gonflés par les pluies torrentielles de janvier.

Dans le quartier de la Quarantaine proche des Abattoirs de Beyrouth, on se demande aujourd'hui à sentir l'odeur écœurante qui plane, si c'est celle du sang des bêtes ou celui des hommes.

L'apreté de leur combat, la haine qui les anime, et l'impuissance des gouvernants signifient que plus jamais ces combattants ne pourront vivre ensemble. Ont-ils conscience que chaque coup qu'ils assènent et chaque abus qu'ils lâchent les rapprochent d'une irréversible partition?

Le hasard fait que précisément, le ministre canadien des Affaires extérieures se trouve ac-

tuellement dans la région, dans le but avoué de marquer notre présence au Proche-Orient. Mais le hasard — qui n'arrive dit-on qu'à ceux qui le méritent — fait que Beyrouth ne figure pas, et ne pouvait pas figurer à son itinéraire. C'est probablement à Amman que M. MacEachen a pu se mettre au courant des derniers développements de la tragédie libanaise. Et c'est à Amman qu'il avait commencé, faut-il le rappeler, le premier épisode... Lancé dans le funambulesque défi de rassurer les Arabes sans inquiéter Israël, notre ministre des Affaires extérieures peut-il ignorer cette dimension dramatique du dossier proche-oriental?

Il a sans doute su que plus de trois cent mille Libanais ont cherché refuge en Syrie, ce près de soixante mille autres se sont enfuis vers la Jordanie. Il sait sans doute aussi que ces Libanais sont au moins bilingues, sinon trilingues, que le Liban, naguère admirativement baptisé de "Suisse du Proche-Orient", produit dans ses universités française et américaine des milliers et des milliers de diplômés dans un pays trop petit pour les contenir.

M. MacEachen n'est sûrement pas sans savoir — et il est temps que quelqu'un à Ottawa dise publiquement qu'il le sait — qu'un Libanais aujourd'hui au Liban est menacé dans sa vie et dans ses biens, deux menaces qui sont les critères permettant à quiconque à travers le monde de se prévaloir du statut de réfugié.

Et si le secrétariat aux Affaires extérieures veut se renseigner auprès de l'Immigration fédérale, il verrait que des milliers de Libanais d'origine, intégrés sans accroc à leur collectivité d'accueil, sont prêts à répondre de leurs parents ou amis désireux de se réfugier chez nous. Aussi sûrement que les blindés soviétiques en Hongrie, que le nationalisme d'Ouganda, que l'anti-communisme de Pinochet et la "guerre civile" américanisée du Vietnam, les derniers soubresauts d'un pays qui agonise nous font un devoir moral de tendre la main à une nation si proche de nous et qui n'a pas choisi d'être à la charnière de deux mondes ennemis.

On ne demande pas à Ottawa de parler alors que Paris et Washington préfèrent garder le silence; ce serait trop demander. On demande à Ottawa de prendre conscience du drame qui se joue et, conséquemment, d'assumer ses responsabilités humanitaires qui, faut-il le noter, sont autrement plus vraies que celles de fournir des Casques bleus.

Ce faisant, Ottawa donnerait, au demeurant, la preuve concrète de cette présence que M. MacEachen est allé signifier au Proche-Orient, sachant pertinemment que cette présence entraînera nécessairement des obligations. En voici une, immédiate.

Georges VIGNY

### La lutte contre l'inflation

## Un faux diagnostic et un faux remède

par JULIEN MAJOR

Dans son éditorial du 8 janvier intitulé "Des propos-choc du roi-philosophe", M. Claude Ryan suggère que "nous" dépensions au-delà de nos moyens, que les prix canadiens "étaient devenus dangereusement supérieurs à ceux de nos voisins" et que, par conséquent il fallait bien qu'on y mette de l'ordre.

En 1976, la plupart des économistes présentent que l'indice des prix à la consommation va augmenter de 10 à 11%. En 1975, elle avait été de 11%. Par ailleurs, le prétendu fait que la hausse des coûts de production (particulièrement les salaires) rendait le Canada non compétitif vis-à-vis notre marché extérieur (particulièrement les Etats-Unis) est loin d'être prouvé.

Au contraire, il a été confirmé que si notre balance commerciale (la différence entre nos exportations et nos importations) a été défavorable c'est que les prix des marchandises importées au pays ont grimpé considérablement. Les derniers chiffres officiels (septembre 1975) montrent que les prix de nos marchandises exportées ont augmenté de 5,8% alors que les marchandises importées se sont accrues de 12,9%. Et, tel était le cas pour tous les mois précédents en 1975.

Ce qui est vrai c'est que la politique fiscale, tant au fédéral qu'au Québec, a été extravagante depuis plusieurs années. En tenant compte de tous les niveaux gouvernementaux (fédéral, provincial et municipal), le budget national a passé d'un surplus de \$2,7 milliards à un déficit de \$3,3 milliards de 1974 à 1975 — donc un changement de quel que \$6,5 milliards en une année à peine.

Malgré cette gabegie, le Canada se trouve toujours encore en meilleure posture que ses principaux partenaires commerciaux à savoir les Etats-Unis et le Japon, et les propos alarmistes de M. Trudeau selon lesquels nous serions en passe de perdre notre position concurrentielle internationale n'ont pas de fondement dans les chiffres mêmes publiés par le gouvernement.

Quant au fameux programme anti-inflation dont M. Ryan semble accepter le principe, tout indique que, loin de redresser l'économie du Canada, il entraînera au contraire une réduction du taux potentiel de croissance économique et causera encore plus de chômage. Quant aux prix, ils poursuivront leur ascension. Le pseudo-programme anti-inflation Trudeau cause en effet de telles incertitudes parmi les investisseurs et les milieux des affaires qu'on hésitera à embaucher de la main-d'oeuvre ou à investir de nouvelles sommes, et qu'il se formera des goulots d'étranglement sur les marchés, entraînant la hausse des prix.

Donc, après nous avoir asséné le premier coup de massue en malmenant l'économie au point où elle se trouve maintenant, M. Trudeau a le toupet de nous imposer un programme non seulement inefficace, mais foncièrement injuste pour les salariés, un programme qui par surcroît menace les droits, libertés et traditions démocratiques de tous les Canadiens.

Nous, M. Ryan, nous les travailleurs canadiens ne sommes pas prêts à plier l'échine et accepter cela.

### lettres au DEVOIR

#### Notre américanisation

En tête-à-tête avec un livre inspiré — l'oeuvre d'un visionnaire comme Michelet ou d'un écrivain artiste tel que Chateaubriand, on se rappelle comment la page des Martyrs sur les Francs de Pharamond mit Augustin Thierry en transe, déclenchant ainsi sa vocation de grand historien au style coloré — le lecteur verra revivre, halluciné, pour ainsi dire, tel événement ou telle époque même. Un homme du commun aura peut-être la chance d'éprouver une impression du même ordre, pour peu qu'il s'abandonne à l'évocation fascinante du passé sur les lieux mêmes où un fait d'histoire a eu lieu, surtout une année d'anniversaire important. C'est l'aventure qui m'est arrivée, l'autre jour, au Château de Ramezay, cette relique du passé échappé, un peu par miracle, à la rage de destruction de certains gens pratiques. Face à l'hôtel de ville où trône un maire mégalo-mane, qui préside avec grâce et autorité à la transformation de Montréal en une ville de gratte-ciel à la new-yorkaise, marquée enfin par un gangsterisme à l'image de celui des métropoles américaines.

Durant presque sept mois, de novembre 1775 à juin 1776, ce Château, on devrait plutôt dire ce manoir, fut le quartier général du commandant des troupes d'occupation américaines, le général Montgomery. Fulgurante comme un éclair, la pensée de cette occupation physique, brutale mais éphémère, me traversa l'esprit, en vif contraste avec l'occupation silencieuse, incessante et grandissante, que réalise chez nous, au plan de l'esprit, l'envahissante civilisation que symbolise le drapeau étoilé. Notre paisant voisin n'occupe pas aujourd'hui le Château de Ramezay, ni Québec, ni le parlement d'Ottawa, non plus qu'aucun parlement provincial, mais qu'a-t-il besoin de forces armées pour établir et maintenir sa domination? La pénétration des idées, épaulee par les dollars, n'est-elle pas plus efficace, irrésistible? Devant les membres de la Société Historique — Longueue à une Société d'histoire pour faire la nique aux "Historia" Sociétés nord-américaines — rassemblés pour la réunion annuelle des fêtes, j'ai raté l'exposé de ce thème prometteur. Il fallait être bref. Les circonstances (un climat de divertissement) le commandaient, sans compter l'état de ma voix. J'ai résumé tout de même à l'ébauche ma démonstration avec l'aide de Jean Ethier-Blais (la chronique littéraire parue dans Le Devoir, 3 mai dernier).

En effet, à propos d'un livre récent: "Les Américains sont-ils adultes?", d'Alain Bosquet, le critique, professeur à McGill et membre de l'Académie Canadienne, commençait ses commentaires en s'étonnant de ce que nous connaissons si mal nos voisins immédiats, tout en leur empruntant tellement.

"Nous parlons l'américain", écrivait-il, nous avons une longue histoire commune; nous nous précipitons, à la moindre occasion, à New-York; les Américains nous prêtent une grande partie de l'argent qui nous fait vivre; nos terres, nos forêts, l'industrie du Québec, tout en somme leur appartient. Récemment, nous avons américanisé, d'une façon généralisée, notre enseignement. Dans une génération, nous aurons atteint le sommet de la civilisation et nous serons des Américains comme tous les autres. Plus

d'un tiers de la population canadienne-française souhaite que le Canada soit rattaché aux Etats-Unis. Etc."

Ces propos ont apparemment scandalisé quelques bonnes âmes. L'indignation de ceux qui ferment les yeux, pour ne point voir à quel point nous sommes colonisés, est à la mesure de notre mal. En ces derniers temps de nouvelles confirmations de notre état de conquis constants sont apparues: le secteur des lunettes est un quasi-monopole américain; le district fédéral d'Ottawa est calqué sur le modèle de Washington, d'après un Hullois; etc. etc. Ajoutons au dossier les récentes révélations sur les menées de la C.I.A. à l'étranger et la présomption que nous ne sommes pas épargnés; et l'élement-forcé que leurs réserves de vivres représentent pour les Etats-Unis. "Washington va-t-il affamer le monde?" est le titre d'un article. Bonne nouvelle, le Québec, libre ou pas, est assuré de survivre, malgré la mise à mort de son agriculture, "en mangeant américain". Il devra y mettre le prix, évidemment.

Montgomery a péri en agresseur brutal. Lui ont succédé des agresseurs plus habiles, grîmes en sauveurs. Nous espérons que plus d'un, à l'exposition organisée au Château de Ramezay ou ailleurs, aura le loisir de méditer sur l'étendue de notre américanisation. Souhaitons aussi que l'ouvrage de Claude Julien: "L'Empire américain" trouve de nombreux lecteurs. Excellente manière de combler la lacune étrange dont parle Ethier-Blais.

Ernest SCHENCK

St-Lambert, janvier 1976.

#### Des rapports qu'un ministre ne peut ignorer

M. Jean Cournoyer, ministre des Richesses naturelles du Québec

Lors d'une entrevue que vous accordez au journal "Le Dimanche", du 23 novembre 1975, vous énoncâtes ce qui vous semblait difficile de justifier une décision d'arrêter les travaux de l'Hydro-Québec sur son projet de lignes de transmission dans les comtés Vaudreuil-Soulanges et Argenteuil en vertu de ses échéanciers.

Au cours de cette même entrevue, vous mentionniez en ce qui a trait à la justification des corridors choisis: "L'Hydro me dit que les études d'impact sont faites et qu'elles sont bonnes." Vous trouvez sous pli une copie des conclusions et des recommandations du rapport du Conseil consultatif de l'environnement (CCE) qui fait état de la qualité de ces études. C'est à la suite de deux audiences publiques et de plus de deux mois de délibérations que le CCE présentait son volumineux rapport de 80 pages au ministre. Le CCE se compose d'un président et de dix membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Une étude de la liste des éminents universitaires composant ce conseil ne laisse aucun doute quant à son impartialité et ses qualifications pour juger de la valeur des études de l'Hydro. Toutes les disciplines impliquées y sont représentées. Ce rapport établit d'une façon très méthodique que l'Hydro n'a pas bien fait son travail et qu'elle a même négligé de consulter les experts des autres ministères concernés, l'Agriculture et l'OPDQ pour n'en nommer que deux.

En ce qui concerne les échéanciers de l'Hydro, il apparaît très évident aux citoyens qui vivent sur les lieux et qui observent les employés de l'Hydro, que la rectification des erreurs de celle-ci dans la planification de son tracé ne saurait retarder

l'exécution de ce projet outre mesure. Les travaux en sont toujours au stade de l'arpentage, et aucun dommage sérieux n'a encore été infligé à la région. De plus, les activités de l'Hydro semblent en être à un point mort pendant la saison hivernale. Si ce litige n'était devenu qu'une question d'amour-propre pour les dirigeants de la section Environnement de l'Hydro-Québec, ce serait en effet le moment tout indiqué pour reviser les sections contestées de ce tracé et satisfaire ainsi les municipalités récalcitrantes.

Au cours de l'entrevue précitée avec le journal "Le Dimanche", on trouve la phrase suivante: "Au nom de qui pourrais-je dire à l'Hydro de stopper les travaux." Or en plus de condamner les méthodes arbitraires employées par l'Hydro dans le choix de ce tracé, le rapport du CCE établit indiscutablement que celle-ci n'est pas en mesure de rencontrer les normes nécessaires à l'émission d'un permis tel que requis en vertu du règlement 75-430 de la loi de la qualité de l'environnement. Rappelez-vous que cet arrêté en conseil date du 15 août 1975 alors que pour justifier la continuation de ses travaux, l'Hydro invoque toujours l'arrêté en conseil antérieur 75-75 datant du 26 février 1975.

En ce qui concerne le côté médical de la question, les audiences publiques de la "Public Service Commission" de l'Etat de New York reprendront le 9 février, alors que les chercheurs Marino et Becker présenteront une documentation plus complète sur leurs expériences. Il y a quelques semaines, l'Association fit parvenir copie des rapports de ces deux éminents chercheurs à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Energie, Université du Québec). Ce centre de recherche est voisin de l'IREQ (centre de recherche de l'Hydro-Québec) à Varennes. Bien qu'il s'agisse d'un domaine

touchant de très près l'INRS, l'Hydro n'avait jamais mentionné l'existence de ces deux rapports au directeur de l'Institut, à son grand étonnement d'ailleurs. Après avoir pris connaissance du contenu de ces rapports, les dirigeants de l'Institut pour rendre les mesures nécessaires à l'instauration d'un programme de recherche.

De son côté, l'Hydro-Québec affirmait elle-même, dans l'Hydro-Press, n'avoir effectué aucune recherche scientifique sur la question. Interrogée par le gouvernement américain sur sa position face aux découvertes récentes, l'Hydro présentait à la "Public Service Commission" et le rapport Cavellius. Ce rapport constitue l'expression de l'opinion personnelle d'un employé de l'Hydro sur certains documents déjà existants, et n'est pas le fruit de recherches scientifiques approfondies de la part de celle-ci. Vous n'êtes pas sans savoir que c'est d'ailleurs comme tel qu'il fut jugé par la "Public Service Commission".

Etant donné les doutes sérieux sur le plan médical dont nous font part certains scientifiques, le CCE et la "Public Service Commission" ainsi que le stade embryonnaire des programmes de recherche des champs électro-magnétiques sur les organismes vivants, il serait peut-être sage de forcer l'Hydro à construire ses lignes de 735kV à l'écart des villages existants. Si les recherches présentement en cours dont celles du Dr Hans Selbye de l'Université de Montréal s'avèrent concluantes, l'Hydro pourrait se trouver dans une situation fort embarrassante dans un avenir rapproché.

A BARBEAU, président, Association espaces certés du Mont Rigaud, Pointe-Fortune, 3 décembre 1975.

### bloc-notes

## Les chants les plus beaux...

"Les plus désespérés sont les chants les plus beaux. Et j'en sais d'immortels qui sont de purs sanglots."

Oui, c'est à ces vers d'Alfred de Musset que renvoie l'émouvant discours prononcé vendredi soir à la Saint-Jean-Baptiste de Laval par Jean-Paul Desbiens devant un parterre d'invités que la télévision nous a montrés en pleine boustifaille, moins attentifs aux propos de l'orateur qu'au contenu de leurs assiettes.

A plus d'un titre, cet homme est attachant et suscite l'admiration. Dès 1960, dans ce classique que sont devenues "Les Insolences de Frère Untel", il écrivait: "C'est toute notre civilisation qui est juvale." Pour l'essentiel, à 15 ans de distance, il porte le même jugement. Mais tandis qu'à l'époque il se bornait à trouver "désespéré" l'enseignement du français, c'est aujourd'hui le Québec tout entier qui le désespère. Saluons en lui le courage de la sincérité intégrale qui lui a notamment coûté, ou à laquelle il a sacrifié un poste d'éditorialiste à La Presse.

Ce n'est pas par hasard qu'il cite souvent Bernanos: il s'y reconnaît et s'y retrouve, tout comme dans l'image de Soljénitsyne évoquant le destin des démocrates, "les perdus dans l'immense fleuve de l'histoire". Humaniste généreux et rigoureux, Desbiens s'inscrit, par la pensée, par l'action, par l'écriture, dans la grande tradition des moralistes. Son texte, dont on lira de larges extraits dans la page voisine, invite au moins à la réflexion sur l'état de notre société et ne serait-ce là que son seul mérite, il faudrait le remercier de l'avoir écrit. Pourtant, malgré les crédits et les

actes de foi, le lecteur et l'auditeur se heurtent partout dans ce discours, non pas seulement au pessimisme dans lequel se sont installés ou se complaisent tant d'intellectuels du milieu, mais — ce qui est plus préoccupant de la part d'un homme en pleine possession de ses moyens — à une sorte de désespoir qui tient de la tragédie. Le regard qu'il porte sur le Québec d'aujourd'hui est encore un constat d'impuissance. L'eau ne cesse de monter et l'ilot sera bientôt englouti.

Ni sa foi en l'homme, ni sa conviction que le Québec ne sera sauvé que par l'accession à l'indépendance, pas plus que la confiance qu'il semble porter aux "immenses ressources de ce peuple" ne le détournent de son triste diagnostic. Il n'y a plus au Québec que l'armée et le téléphone qui marchent. Et encore, cela ne relève même pas de notre compétence!

D'une certaine manière, la souveraineté politique en moins, son analyse s'apparente à celle que Jérôme Choquette présentait il y a deux mois à la Chambre de commerce. Ou sont passées la discipline et la rigueur d'antan? Pourquoi beaucoup de nos films sont-ils mauvais et notre télévision, médiocre? Ce peuple sombre dans le matérialisme, s'abandonne à la facilité, recherche le luxe, renonce pour tout dire au "vouloir-vivre collectif qui transcende les options".

C'est l'angoisse existentielle qui s'empare de l'homme à la vue des débris de l'époque, de l'effritement des valeurs traditionnelles, de l'effondrement des principes sans lesquels plus rien n'a de sens. Que sont devenues les promesses de la belle et chaude journée du 22 juin 1960?

### propos d'actualité

Le malaise provient de ce qu'on a trop longtemps considéré les professionnels comme les seules personnes aptes à répondre à certains besoins et surtout comme les seules habilitées à les définir, Orientés vers l'accomplissement d'actes techniques sophistiqués et vers l'acquisition de connaissances scientifiques, les professionnels ont peut-être trop tenté de définir les besoins de leurs clients en fonction de leur technique et de leurs connaissances plutôt qu'adapter celles-ci aux besoins exprimés par ces clients. Dans le domaine de la santé, par exemple, c'est ce qui explique qu'on s'est trop longtemps intéressé à la phase aiguë de la maladie au détriment de la prévention de celle-ci et de la réadaptation du malade.

La frustration du public ne cesse de croître dans ses relations avec le monde de la santé, de la justice, de l'éducation, des services sociaux et autres. Souhaitable en soi, le développement technologique doit s'accompagner d'un effort accru de vulgarisation des connaissances et de communication avec le public. Or, il faut bien avouer que les professionnels et les technocrates ont trop souvent maintenu le public dans l'ignorance et renforcé le mythe de la compétence exclusive du spécialiste.

René Dussault, président de l'Office des professions du Québec, devant les représentants du public aux Bureaux des corporations professionnelles, le 26 septembre 1975.

"Sommes-nous encore en société?" C'est le sommet de la morosité. En réalité, ce désespoir est à la mesure des attentes déçues: l'exaltant "projet collectif" qu'il appelle de ses voeux, celui des hommes de la qualité de Jacques Grand'Maison, Fernand Dumont et Pierre Vadeboncoeur inventent et réinventent inlassablement, n'apparaît pas à l'horizon.

Bien sûr, cela est beau, grand, exigeant, exaltant. Mais la société politique n'est pas une cathédrale. La soif de pureté, quand elle devient inextinguible; le besoin de cohérence, lorsqu'il est absolu; la recherche de l'unité, si elle devient obsessionnelle, sont les attributs d'une mystique inaccessible. Il est heureux qu'une poignée de penseurs et de fervents dessinent pour un peuple l'idéal des lendemains qui chantent, mais nous vivons parmi et avec les hommes de ce temps, dans une société réelle, comme toutes les autres en proie à des difficultés, voire des crises de croissance, une société qui n'est pas insensible aux chants désespérés, qui saura y trouver des engagements. Il faut au Québec des forces nouvelles, non pas de purs sanglots.

Michel ROY

## Des Jeux mais pas de... métro?

Avant de songer à conquérir le marché américain avec ses trains "légers, rapides, confortables", Bombardier devrait s'assurer de livrer à temps les wagons dont le métro a besoin pour les Jeux olympiques. Il faut en effet souhaiter que les informations pessimistes qui ont été confirmées à bonne source comportent quelques éléments d'exagération de tactique en raison du conflit qui paralyse l'usine de LaPocatière.

Autrement, la Commission de Transport de la Communauté urbaine de Montréal, après avoir fait la paix avec ses employés, ne sera guère en meilleure position pour faire face à l'affluence cet été, si jamais les rames supplémentaires dont elle a besoin ne lui sont pas livrées à temps. La CTCUM, en effet, aura un plus long réseau à couvrir; elle connaîtra surtout un achalandage spectaculaire en direction des "stations olympiques".

Si cette circulation accrue avait été circonscrite entre deux ou trois points seulement du réseau, il aurait été possible de dégarner quelque peu les stations tranquilles pour concentrer les voitures disponibles sur les voies prio-

ritaires. Comme au contraire, les visiteurs et les Montréalais intéressés aux Jeux seront répartis potentiellement sur l'ensemble du territoire desservi, on voit mal comment l'on peut réussir une opération de "concentration" sans introduire un ralentissement qui sera peu apprécié dans l'ensemble du service.

La marge de manoeuvre de la CTCUM demeure en effet serrée. Il serait astronomique d'équiper le réseau en fonction d'une courte période de forte affluence. Pour se payer une telle folie — c'est exactement la folie de ce stade inutile dont les millions n'ont pas fini d'être comptés — la CTCUM devrait se jeter à la faille. Les wagons de Bombardier sont donc prévus pour un service régulier; sans eux, on ne voit comment, pour un service de pointe exceptionnel, la Commission pourrait faire face à la musique avec son équipement actuel.

Certes, on pourra davantage recourir à l'autobus, mais encore là, avec l'achalandage accru qui viendra normalement de Mirabel, l'on ne pourra dégarner cette ligne; on ne pourra davantage reprendre les autobus qu'on a loués à Trois-Rivières, à moins que cette agglomération ne consente, pour l'amour du baron de Coubertin, à se replonger dans l'anarchie qui lui tenait lieu de transport en commun. Bref, aux heures de pointe, on manquera d'autobus comme on manquera de rames de métro!

Aussi faut-il souhaiter une prompte reprise du travail à l'usine de LaPocatière. Il est à cet égard paradoxal que la grève y dure pour un différentiel de \$1 l'heure, et que pour cette raison un service aussi important que le métro soit pénalisé, alors que des millions sont gaspillés sans compter, pour la main-d'oeuvre aussi bien que pour les matériaux olympiques, sur un chantier dont on commence à peine à comprendre la monstrueuse inutilité.

Autant les Jeux, en effet, ont servi de prétexte à des monuments qui feront la honte de leurs auteurs, autant ils avaient servi de stimulants, et à juste titre, aux travaux de prolongement du métro dans l'est. Que le métro aide Bombardier à se sortir de l'ornière de la motoneige, voilà qui n'était pas dans une retombée économique négligeable.

S'il faut que les rames dont on a besoin n'arrivent pas à temps et que, d'autre part, l'endettement olympique entraîne des délais dans la construction des autres lignes et donc des autres rames qui pouvaient stabiliser davantage les commandes de Bombardier, les Montréalais n'aimeraient pas la plaisanterie; les gens de LaPocatière non plus.

Jean-Claude LECLERC

### LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directeur et rédacteur en chef: Claude Ryan

Rédacteur en chef adjoint: Michel Roy

Directeur de l'information: Jean Francoeur

Trésorier: Bernard Laroque

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par l'Imprimerie Dumont incorporée dans les ateliers sont situés à 9130, rue Boivin, Ville LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR.

ABONNEMENT: Édition quotidienne: \$52 par année; six mois: \$28. À l'étranger: \$57 par année; six mois: \$31; trois mois: \$19. Éditions du samedi: \$15 par année. Édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1,35 par semaine. Tarif de l'abonnement servi par le poste aérien sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal. Bibliothèque nationale du Québec.

TÉLÉPHONE: 844-3361 (lignes groupées).

des idées

des événements

des hommes

Un diagnostic sévère sur notre situation collective

“C’est toute la société canadienne-française qui abandonne ...”

J'avoue que j'ai eu de la difficulté à écrire le peu que je dirai aujourd'hui. Je suis étonné quand je compare l'état où j'étais au moment des Insolences, et dans lequel je me suis retrouvé par la suite, et celui où je me trouve maintenant.

J'ai écrit les Insolences avec facilité, avec entrain et même avec une forme d'allégresse tandis que maintenant, je suis dans une espèce de stupeur, au sens étymologique du terme: immobilisé, interloqué. Pourtant, il faudrait vivre, comme une chance extraordinaire, ce que je vis comme une épreuve. Combien d'êtres voudraient parler, avoir l'occasion, l'instrument et la tribune pour se faire entendre librement et ne les ont jamais? Et moi qui les ai, qu'est-ce que j'en fais?

Je vois un peu la cocasserie de cet aveu. Quand on estime n'avoir rien à dire ou que l'on est dans l'impossibilité de parler, on n'a qu'à décliner les invitations à souper en ville. Croyez que je décline souvent.

Si j'accepte quand même certaines invitations, c'est pour forcer le cheval. Il y a du confort dans la retraite, mais on court le risque de finir par se contenter du rôle de censeur par-devers soi. Quitte à paraître impudique, je continue à examiner un peu ce cas qui est le mien. Je suis toujours sous l'idée, en effet, que "celui qui répondra le mieux aux besoins de son époque sera quelqu'un qui n'aura pas cherché d'abord à y répondre. C'est ce qu'on trouve au fond de soi, pour soi, qui a chance de devenir pour d'autres, le remède topique et l'aliment essentiel." Qu'est-ce qui a changé depuis les Insolences? Que sommes-nous devenus?

Jean Lesage: un style

En 1960 — et personne ne conteste cette date — il s'est présenté pour le Québec une situation bien spéciale. C'est le 22 juin, il faisait beau et chaud. C'était tout d'un coup l'été. Tout paraissait possible et facile. L'espoir est toujours vif au cœur de l'homme.

Cela venait après l'hiver duplessiste. Et quand je dis ça, notez bien que Duplessis n'est pas un épouvantail pour moi. J'ai la mémoire plus longue que les slogans journalistiques. Cela venait après le fameux "dorsormais" de Paul Sauvé. Cela venait après une longue recherche et une longue résignation.

Et tout d'un coup, cela était. Je pense encore à ce congrès de la SSJB, tenu à Ottawa quelques semaines après la victoire du parti libéral. Lesage avait parlé. J'étais avec un ami. Nous étions fiers: fiers de la tenue du discours, de la correction du langage, de la hauteur des propos, de l'autorité de l'homme.

Nous étions tous portés, à ce moment-là. Portés par une espérance retrouvée et le goût du Québec. Et sur cette lancée, j'ajoute: homme pour homme, politicien pour politicien, Lesage pesait plus lourd que Bourassa. C'est une chose mystérieuse que le style, pour la raison que le style, c'est l'homme, comme je pense bien que vous avez déjà entendu dire.

Lesage était porté comme nous tous. Toujours, c'est la société qui personnalise. Aussi longtemps qu'il y a une société, il y a des personnes et du style. La société disparaissant, il n'y a plus que panier de crabes.

Lesage — je le prends comme symbole et non comme homme politique — au fond, récoltait. Il récoltait les finances paysannes de Duplessis et une société qui se croyait encore unanime. On a bien vécu là-dessus un bon quart de siècle. Les quatre ans durant lesquels tout fut mis en place, tout ce qui a fait la révolution tranquille.

Mais la révolution tranquille, quand on la voit à rebrousse-poil, vous rendez-vous compte qu'elle s'est faite uniquement sur le dos de nos institutions à nous? Et qu'elle s'épuise et qu'elle haïe sur le même dos? On a bouleversé les institutions scolaires et les institutions hospitalières et qui d'autres? Démembrer les écoles et les hôpitaux, ça on le pouvait: c'étaient nos institutions.

Et ici, si je me laissais aller à mon humeur, je dirais à ce gouvernement: tout ce qui marche encore, touchez-y pas. Il n'y aura bientôt plus que l'armée et le téléphone à marcher encore. Ni l'armée ni le téléphone ne dépendent d'ailleurs de vous. Tout ce que vous avez, c'est une police syndiquée, ce qui ne va pas virer loin. On l'a bien vu durant la Crise d'octobre 1970, et aussi l'année d'avant, jour pour jour.

Sommes-nous encore en société?

Au fait, sommes-nous encore en société? Il serait exagéré de répondre oui. Certes, nous sentons le poids de la société. On est plus taxés que jamais, fichés, codés, numérotés. On est ensemble comme dans un train ou une salle de cinéma. Mais une

diciaire est miné quand une personne qui a témoigné contre un accusé à l'enquête préliminaire refuse de répéter ce témoignage au procès. Je crois comprendre ces choses.

Ce dont on ne faisait aucune mention, c'est les pressions et sans doute les menaces dont l'accusé avait été l'objet durant une longue période après le règlement du conflit à La Presse. Et le jugement rendu revenait à demander à un individu d'être plus courageux que l'Etat lui-même. On sait, en effet, que le règlement de la plupart des conflits syndicaux comporte une clause absolvant les syndiqués qui se sont rendus coupables de vandalisme ou de voies de fait durant le conflit. On achète ainsi la paix en plaçant, de fait, les syndicats au-dessus de la loi. Un peu plus tard, on prend un individu isolé et on le punit pour n'avoir point manifesté un courage que l'Etat n'a pas exigé de ses propres or-

ganismes. Cela est vieux comme le monde et je n'ai pas le sentiment que cela va changer. J'aimerais cependant qu'au lieu de parler de sentence exemplaire on ait la décence de dire que les jugements de cours sont différents pour la raison formulée une fois pour toutes par La Fontaine.

Et qu'apprend-on, ces jours-ci? Ceci: que les postiers qui ont travaillé durant l'entre-deux grèves des Postes, sont maintenant châtés par leur syndicat. Je comprends ces choses; ce que je n'admets pas, c'est que le même pouvoir qui comptait avec joie les mêmes "jaunes" il y a quelques semaines, les abandonne maintenant entre les mains d'une justice sommaire, une justice de jungle. Vous rendez-vous compte que la guerre civile est déclarée, puisqu'il n'y a plus de gouvernement? Les gouvernements ne protègent plus; ils se protègent.

Nous nous battons maintenant entre

la CEQ s'inspirent d'un marxisme de fond de cour, c'est-à-dire qu'ils parlent à gauche et empochent à droite. Pour tous, c'est le social qui prime. Je dis social au sens où l'on dit: ministère des Affaires sociales. Je dis social pour signifier négativement chaque individu, aspiré vers le bas par le vide politique, par l'absence d'un projet commun, cherche à profiter de la vache crevée jusqu'au dernier asticot. On rapporte que les anciens Romains — les fondateurs de la première république sur cette planète — préféraient être pauvres dans un Etat riche, à être riches dans un Etat pauvre. Je ne suis pas plus naïf que le besoin. Je ne vois pas se développer cette mentalité demain matin. Mais quand je dis que le social passe par le national, je veux dire ça.

J'appartiens à une organisation qui a, qui avait ce principe vissé au cœur de chaque membre. Ils ont fait des oeuvres durables et fécondes.

Ayant dit cela, il faut ajouter que l'identité à un prix. Ce serait une imposture de laisser croire que nous conquerrons enfin notre identité sans efforts, sans discipline et sans austérité. Ceux qui nous ont portés jusqu'ici ont payé un prix. La question qui se pose maintenant est la suivante: avons-nous un vouloir-vivre collectif qui transcende les options et — pour plusieurs — les luxes individuels? Ou ne s'assume qu'acculé. Ou on se suicide confortablement et longuement.

On dit: nous sommes un peuple jeune. Pas trop lentement, s'il vous plaît. Nous sommes ici depuis près de 400 ans. Si l'on tient compte de l'accélération de l'histoire, je trouve que ça commence à faire un bout de temps. A ce compte-là, les Finlandais ne sont guère plus vieux que nous.

On dit: nous sommes trop peu nombreux. Je réponds: six millions d'hommes — mettons cinq si vous voulez — ça ne se mange pas avant de déjeûner. Nous pouvons faire quelque chose ensemble, mais ensemble, c'est-à-dire gouverner et visant un projet commun.

Car il faut recevoir un gouvernement, et recevoir est bien autre chose qu'accepter.

Car il faut un projet commun. Et quel pourrait-il être, sinon de décider de vivre en français, c'est-à-dire de vivre tout court. En effet, si nous ne vivons pas en français, nous vivons, chacun de nous vivra, jusqu'au bout de sa vie à lui, et il mourra de cancer ou d'auto; mais, collectivement, nous ne serons plus. Ce ne sera pas un Québécois qui mourra, mais un Bouchard ou un Tremblay. Les chiens meurent comme ça: Rex, Fido, Pop ou Samy. Malgré tout, on protège la lignée de certains chiens. Pourquoi pas la lignée des hommes? Pourquoi faudrait-il que mon père arrête à moi? S'interrompre avec moi, lui qui n'a jamais dit un mot plus haut que l'autre, ni domestiquement, ni politiquement.

Le social et le national

Les faux visages de notre culture

Quand finirons-nous de nous donner une image avilie et avilissante de nous-

Car il faut un projet commun. Et quel pourrait-il être, sinon de décider de vivre en français, c'est-à-dire de vivre tout court. En effet, si nous ne vivons pas en français, nous vivons, chacun de nous vivra, jusqu'au bout de sa vie à lui, et il mourra de cancer ou d'auto; mais, collectivement, nous ne serons plus. Ce ne sera pas un Québécois qui mourra, mais un Bouchard ou un Tremblay. Les chiens meurent comme ça: Rex, Fido, Pop ou Samy. Malgré tout, on protège la lignée de certains chiens. Pourquoi pas la lignée des hommes? Pourquoi faudrait-il que mon père arrête à moi? S'interrompre avec moi, lui qui n'a jamais dit un mot plus haut que l'autre, ni domestiquement, ni politiquement.

Les faux visages de notre culture

Quand finirons-nous de nous donner une image avilie et avilissante de nous-

par JEAN-PAUL DESBIENS

Invité vendredi soir dernier à prendre la parole devant la Société Saint-Jean-Baptiste de Laval, Jean-Paul Desbiens, bien connu sous son célèbre pseudonyme de Frère Untel, devait traiter de l'enseignement du français. Mais il s'est laissé entraîner vers une réflexion de type plus général sur l'état global de notre société et de notre culture. Son diagnostic est loin d'être optimiste. De quel côté qu'il regarde, le moraliste qui s'affirme de plus en plus chez Desbiens discerne des signes inquiétants. Sa foi au peuple d'ici reste entière, il le répète volontiers. Mais les échos de sa culture et de ses aspirations que véhiculent artistes, syndicats, politiciens, c'est tout autre chose! Voici des extraits de l'allocution de Jean-Paul Desbiens à Laval.



salle de cinéma, ce n'est pas une société, ce n'est que du monde ensemble, tout seul. Un fatot de solitudes.

La société pèse sur nous, mais elle ne nous garantit plus rien. Il y a quinze ans, il n'y avait rien de plus fiable que la Poste. C'était le signe même de l'organisation sociale. La fierté d'un postier était de livrer une lettre à destination. C'était si fiable, que c'en était devenu un proverbe. On disait: cela passera comme une lettre à la Poste. Depuis quelques années, cette institution a été détruite. Je sais bien qu'il s'agit là d'une juridiction fédérale. Mais je vois aussi que la fameuse particularité québécoise ne joue pas quand il s'agit de grèves: on n'a point vu les postiers québécois se libérer des ukases syndicales en la matière, pour protéger les plus vulnérables. On laisse tomber le statut particulier dès qu'il s'agit d'invoquer la parité avec Toronto ou San Francisco. La société n'est plus capable de garantir la Poste.

La société n'est plus capable non plus de garantir l'école, ni les hôpitaux, ni la police, ni les transports en commun. Le plaisir d'un chef syndical a remplacé le plaisir du Prince (...)

S'agissant du domaine privé, on laisse les individus résoudre des problèmes collectifs. Cela donne les 34 accusés de la United Aircraft. Cela donne aussi Laurent Laporte. Je veux en dire encore un mot. En mai dernier, on pouvait lire dans LE DEVOIR qu'un typographe de LA PRESSE avait été condamné à 30 jours de prison pour parjure après avoir été condamné antérieurement à une amende de \$2.000. Je cite ici un court extrait de l'article en question:

"Au cours de 1973, Laporte avait été témoin à l'enquête préliminaire de 21 collègues de travail; il avait alors affirmé avoir eu le doigt cassé quand un groupe avait envahi le club de golf de l'Assomption où LA PRESSE avait procuré une détente à ceux, cadres ou autres, qui avaient poursuivi le travail malgré l'absence de la plupart des typographes. Lors du procès, Laporte niait le même fait, ce qui mena à l'acquiescement de la plupart de ses collègues."

Ces faits sont évidemment exacts. Dans le reste de l'article, on rapportait les propos du juge disant que tout le système ju-

gaismes. Cela est vieux comme le monde et je n'ai pas le sentiment que cela va changer. J'aimerais cependant qu'au lieu de parler de sentence exemplaire on ait la décence de dire que les jugements de cours sont différents pour la raison formulée une fois pour toutes par La Fontaine.

Et qu'apprend-on, ces jours-ci? Ceci: que les postiers qui ont travaillé durant l'entre-deux grèves des Postes, sont maintenant châtés par leur syndicat. Je comprends ces choses; ce que je n'admets pas, c'est que le même pouvoir qui comptait avec joie les mêmes "jaunes" il y a quelques semaines, les abandonne maintenant entre les mains d'une justice sommaire, une justice de jungle. Vous rendez-vous compte que la guerre civile est déclarée, puisqu'il n'y a plus de gouvernement? Les gouvernements ne protègent plus; ils se protègent.

S'agissant du domaine public, cela donne la cession du Québec à vil prix, si l'on pense aux ressources muettes, et à la bureaucratie inefficace, s'il s'agit des services. Car il ne faut pas oublier que nous sommes aussi mous envers les étrangers que durs envers nous-mêmes. La révolution tranquille s'est faite sur notre dos.

C'est toute la société qui abandonne...

Cela dit, comment en arriver au sujet proposé qui est: l'enseignement du français? Si j'en parle, c'est par acquit de conscience. J'ai déjà tout dit, là-dessus, il y a longtemps et même après. Si vraiment on se méloit de savoir ce que je pense à ce sujet, il n'y aurait pas besoin de m'inviter à faire des conférences. Mais personne ne se mêle de savoir ce qu'un autre pense. A l'époque des mass media, seul le dernier cri compte.

Je ne suis pas un politicien. Je ne suis point à la recherche de votes. Non seulement je ne désire pas, mais ça m'est une épreuve de parler en public. Je n'accepte qu'à mon corps défendant et pour d'obscures raisons de service. Aussi bien, j'ai conscience de ne rien vous dire d'amusant ni rien de rentable pour moi. La question de l'enseignement du français est leur leur. On s'en occupe comme un cancéreux s'inquiète de ses insomnies. Il dort mal, le pauvre homme, et il pense que la qualité du matelas est en cause. Si seulement il avait un meilleur matelas, comme il dormirait mieux!

Dès 1960, je savais déjà que le problème ne dépendait pas de l'école. J'écrivais: "C'est toute notre civilisation qui est jouale. On ne réglera rien en agissant au niveau du langage lui-même (concours, compagnes de bon parler français, congrès, etc...) C'est au niveau de la civilisation qu'il faut agir. Cela est vite dit, mais, en fait, quand on réfléchit au problème, et qu'on arrive à la question: quoi faire? on est désespéré. Quoi faire? Que peut un instituteur, du fond de son école, pour enrayer la déroute? Tous ses efforts sont dérisoires. Tout ce qu'il gagne est aussitôt perdu. Des quatre heures de l'après-midi, il commence d'avoir tort. C'est toute la civilisation qui le nie; nie ce qu'il défend, piétine ou ridiculise ce qu'il prône. Je ne suis point vieux, point trop grincheux, j'aime l'enseignement, et pourtant, je trouve désespérant d'enseigner le français."

Quoi faire? C'est toute la société canadienne-française qui abandonne. C'est nos commerçants qui affichent des raisons sociales anglaises. Et voyez les panneaux-réclames tout le long de nos routes. Nous sommes une race servile. Nous avons eu les reins cassés, il y a deux siècles, et ça paraît."

En 1831, Alexis de Tocqueville écrivait à notre sujet: "Le plus grand malheur pour un peuple, c'est d'être conquis."

Depuis, on a fait une réforme scolaire fort radicale. Et le résultat, si on en croit une série d'articles parus dans LA PRESSE au printemps dernier, dont quinze ans après les INSOLENCES, c'est que les élèves ni ne parlent ni n'écrivent ni ne connaissent le français. D'ailleurs, ce ne sont plus des élèves; ce sont des séduquants. On voit le progrès non? Et il ne s'agit plus de parler français ou non; il s'agit d'être un bourgeois ou un travailleur. Frère Yves dixit.

Nous sommes vraiment doués pour jus-

lettres au DEVOIR

Le congé de maternité et la loi

M. Gérald Harvey, ministre du Travail

Dans toute société, la loi vise sinon à améliorer, au moins à maintenir le bien-être de ses membres. Dans cette optique, il faut se questionner sérieusement sur le fait que le code du travail de la province de Québec passe sous silence toute la question se rapportant au congé de maternité.

Cette constatation est d'autant plus surprenante que le principe est accepté non seulement au niveau des employeurs et employés comme en témoignent l'ensemble des conventions collectives, mais également au niveau des gouvernements si on se réfère à la Commission d'assurance-chômage qui prévoit des prestations pour la femme enceinte qui doit quitter son emploi pour cause d'accouchement.

Speak white

J'arrive d'un bref voyage en Ontario. Mercredi matin, le 31 décembre, j'attendais mon taxi devant l'hôpital civique de North Bay. Je causais en français avec une parente du Québec. Un grand gaillard s'amène, l'oeil furieux, et nous apostrophe: "We don't speak French here."

Le lendemain, j'étais à Hamner et j'appelle Air-Canada à l'aéroport de Sudbury. La téléphoniste de l'agence très fédérale et très "bilingue" (!) me répond: "I don't speak French."

Deux jours plus tard, je me rends prendre mon avion à l'aéroport de Sudbury. Je demande mon billet à un agent; il me répond: "Someone else will come". Le "someone else"

Si, comme la réalité le prouve, le principe et le fait sont acceptés par la société et ses représentants, l'Association des Femmes Diplômées (Montréal) se demande sérieusement pourquoi rien n'est officiellement inscrit dans les textes législatifs affectant les travailleurs et plus particulièrement le Code du travail. Cela nous paraît inadmissible.

L'Association des Femmes Diplômées (Montréal) ose espérer que cela n'est dû qu'à un oubli et que les autorités responsables en place verront à le corriger au plus tôt.

Anne-Marie Trahan, présidente, L'Association des Femmes diplômées, des Universités (Montréal)

Montréal, le 9 janvier 1976.

arrive et me dit: "I don't speak French". Quatre jours de visite et quatre mépris de mes droits. Quatre insultes; l'une d'un fanatique et les trois autres du Fédéral. Toutes de même calibre: arrogantes, injustes et injurieuses.

Qui sont les racistes? Qui sont les séparatistes? Qui sont les provocateurs de séparatisme? Eh oui, le bilinguisme intégral, c'est le mensonge intégral.

Un ex-Ontarien dégoûté, G. BELCOURT, Québec, le 18 janvier 1976.

**une première au québec**

**ji** journées de l'informatique du québec (ENTIÈREMENT EN FRANÇAIS)

**ADMINISTRATEURS, PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ, ÉDUCATEURS, INFORMATIENS ET DIRIGEANTS DE PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.**

Les chapitres de Québec de L'ACFOR (L'Association des cadres de l'informatique) et L'ACI (L'Association canadienne de l'informatique) vous proposent un séminaire d'un jour sur un des trois thèmes suivants, à votre choix:

- L'INFORMATIQUE MÉDICALE
- L'INFORMATIQUE DANS LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
- LES SYSTÈMES INTÉGRÉS DE GESTION (SIG)

● Conférenciers réputés ● Démonstrations pratiques ● Ordinateurs sur place ● Exposition de livres

DATE: MARDI LE 13 AVRIL, 1976 ENDROIT: CENTRE MUNICIPAL DES CONGRÈS  
INSCRIPTION: 08h 30 Place Québec, Québec

Les frais d'inscription (\$65) comprennent la participation entière — repas du midi et du soir, conférences, expositions, documentation — à la Journée de l'informatique du Québec, qui se tiendra le 13 avril 1976, à compter de 08h 30, au Centre municipal des congrès, Place Québec, Québec.

Je suis intéressé à participer à la Journée de l'informatique du Québec et j'apprécierais recevoir le programme détaillé de cette Journée.

Cochez l'option choisie: chacune des options occupe la journée complète

L'informatique médicale  L'informatique dans la petite et moyenne entreprise

Les systèmes intégrés de gestion (SIG)

Je joins un chèque de \$65 pour ma participation à la Journée de l'informatique du Québec.

Nom \_\_\_\_\_ Titre \_\_\_\_\_

Employeur \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

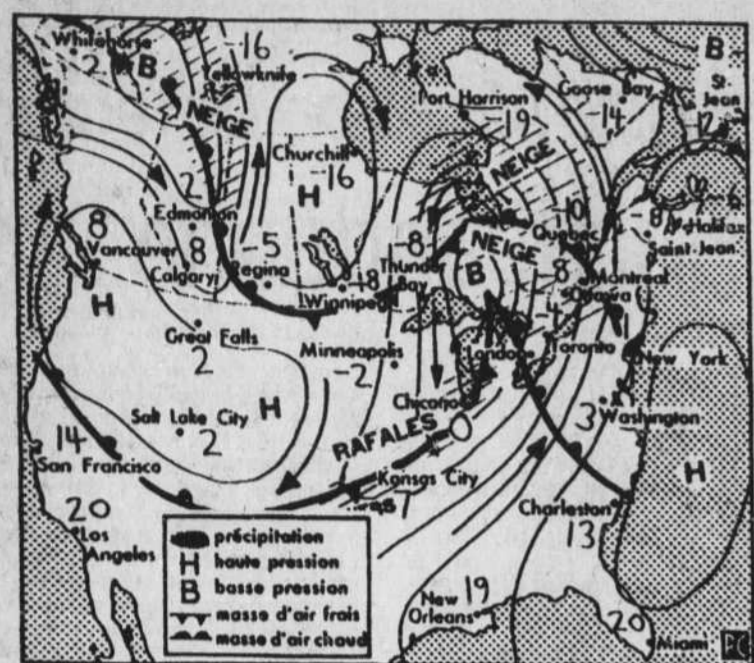
Organisé par

LA JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC  
Case Postale 9545  
Québec G1V 4B8

**ACFOR/ACI**

Note: Pour votre hébergement de la veille, s'il y a lieu, veuillez vous adresser directement au Québec-Hilton 3 Place Québec.

# la météo



La séquence des anticyclones et dépressions est assez caractéristique en cette période de l'année. Les anticyclones sont caractérisés par une importante masse d'air sec et très froid qui glisse lourdement sur nos régions en provenance de l'ouest de la Baie d'Hudson. Les dépressions d'intensité modérée suivent les hautes pressions à un intervalle de un ou deux jours et donnent généralement de 3 à 10 centimètres de neige. Elles sont aussi accompagnées d'un adoucissement temporaire des températures donnant lieu à des variations tout à fait indépendantes de l'heure du jour ou elles se produisent. La dépression qui traversera la province d'ouest est aujourd'hui donnera de 3 à 5 centimètres de neige dans le sud et à peu près le double dans le nord.

Régions de l'Abitibi, de Chibougamau: nuageux avec neige et poudrière. Accumulation de 5 à 10 centimètres. La température sera à la hausse pour atteindre un maximum de moins 12. Aperçu pour demain: ensoleillé et froid.

Régions de la Haute-Mauricie, de Pontiac, Témiscamingue: nuageux avec neige et poudrière. Accumulation de 5 à 10 centimètres. La température sera à la hausse pour atteindre un maximum de moins 12. Aperçu pour demain: ensoleillé et froid.

sera à la hausse pour atteindre un maximum de moins 10. Aperçu pour demain: généralement ensoleillé et froid.

Régions de l'Outaouais, de Montréal, des Cantons de l'Est, des Laurentides: nuageux avec neige passagère et moins froid. Vents du sud-ouest de 20 à 30 m/p. cet après-midi. Minimum la nuit dernière de moins 25 à moins 28. Maximum de moins 8 à moins 10. Aperçu pour demain: généralement ensoleillé.

Régions de Québec, Trois-Rivières: nuageux avec neige passagère et poudrière. Minimum la nuit dernière de moins 28. Maximum de moins 10. Aperçu pour demain: dégagement.

Régions de Rimouski, de la Gaspésie, de Sept-Îles, de Baie-Comeau: ennuageux suivi de neige passagère et vents par moment. Minimum la nuit dernière de moins 28 à moins 30. Maximum de moins 15 à moins 18. Aperçu pour demain: neige passagère.

Région du Lac St-Jean: nuageux avec neige et vents. Accumulation de 5 à 8 centimètres. Minimum la nuit dernière de moins 28. Maximum de moins 14. Aperçu pour demain: généralement ensoleillé.

ou celles que peuvent imposer les changements au zonage.

Au cours des derniers jours, plusieurs organismes se sont aussi prononcés sur la question de la protection de l'ensemble des Soeurs grises. Sauvois-Montréal et les Espaces-verts ont réclamé pour leur part que Québec refuse de permettre toute démolition de la maison-mère et limite la construction d'édifices du côté de la rue Sainte-Catherine.

La Chambre de commerce de Montréal, de son côté, sans se prononcer directement sur le projet de Valorinvest, réclame de Québec une politique de protection des biens culturels basée sur l'intégration des édifices actuels à la vie de la ville, et de Montréal l'adoption d'un plan directeur d'urbanisme pour éviter les mesures ad hoc et les interdictions improvisées.

## BOURASSA

tage de la qualité et du bon fonctionnement des services. Sur le plan de l'enseignement et sur celui des services hospitaliers, il y a eu un mouvement de démocratisation ultra-rapide depuis 15 ans. On peut dire, je pense, qu'il y a eu réduction sensible des inégalités sociales, ce qui explique en bonne partie la paix sociale que nous connaissons au Québec depuis quelques années. Il y a des manifestations, c'est certain, puisque nous vivons en démocratie moderne. Mais nous n'avons plus les affrontements que nous avons connus dans les années cinquante et les années soixante. Dans la récente grève de l'amiante, par exemple, les choses se sont déroulées dans un climat relativement paisible, si l'on compare à la grève historique de 1949.

M. Trudeau a lancé quelques idées récemment sur l'état de l'économie, sur les contrôles nécessaires, sur le mode de vie des Canadiens et sur la libre entreprise. Quelle interprétation en tire M. Bourassa?

«Les propos de M. Trudeau sont trop vagues pour qu'on puisse porter un jugement. Je peux certainement dire que la réaction qu'ils ont provoquée me paraît nettement excessive. Mais il est évident qu'en Occident l'entreprise privée est irremplaçable. Je ne parle pas ici comme un libéral de droite. Je parle encore comme un social-démocrate. C'est Willy Brandt lui-même qui disait, à la foire de Hanovre, en avril 1973, quelques jours avant son départ, qu'il n'y aurait pas eu en Allemagne la croissance économique que l'on sait sans l'entreprise privée.»

Dans divers milieux, au Québec, et de plus en plus depuis l'établissement des contrôles fédéraux sur les salaires et les revenus, on déplore les profits excessifs des entreprises.

«On oublie, répond M. Bourassa, que les entreprises sont soumises à une double taxation. Quand on parle des compagnies, rappellez qu'elles sont taxées une première fois à l'étape des profits, et de nouveau quand ces profits sont distribués sous forme de dividendes. Si l'on taxe trop lourdement le secteur privé, il faudra faire appel aux investissements publics pour remplacer les investissements privés, ce qui peut entraîner des augmentations d'impôts puisqu'il faut bien financer ces secteurs.»

«Encore là, je n'ai pas d'approche doctrinaire. Mais une approche pragmatique. Je crois que, dans les sociétés modernes, le secteur privé est absolument indispensable et doit être encouragé si nous ne voulons pas que les investissements publics soient accrus sensiblement pour maintenir la croissance économique au détriment du fardeau fiscal des contribuables.»

Pourrait les malaises engendrés par le système lui-même, les injustices, le désenchantement envers le libéralisme économique poussent de plus en plus les milieux de l'opposition à rechercher des solutions de rechange. Comment réagit M. Bourassa à ce phénomène?

Ces réactions, dit-il, s'expliquent surtout par les crans d'arrêt que les gouvernements ont dû mettre partout à cause de l'accélération de l'histoire, crans d'arrêt qui entravent le développement des services.

«C'est ce qui a créé, du moins en partie, la morosité que nous connaissons. Elle existe partout; elle est faite de scepticisme et de lassitude de la part d'une bonne fraction de la population. C'est que la société évolue beaucoup plus rapidement que les structures de l'Etat, d'où le divorce croissant entre Etat et société, source de tensions entre population et dirigeants politiques.»

«Au Québec, nous sommes témoins d'une polarisation des forces. Les jeunes deviennent plus radicaux; les classes moyennes ont tendance à devenir plus conservatrices. Si l'on ajoute à cela la mutation de la société québécoise à un rythme accéléré, les tensions linguistiques, les relations fédérales-provinciales particulières au Québec, l'inflation, le chômage, il devient alors de plus en plus exigeant de bâtir un consensus minimum au Québec et son équilibre suppose beaucoup de vigilance.»

«On me reproche de suivre les choses de trop près, de ne pas prendre suffisamment de recul. Mais, par suite justement des tensions internes dans la société québécoise, les dirigeants politiques ne peuvent se permettre de relâcher leur vigilance.»

Dans la mesure où M. Bourassa veut s'inspirer de la Suède dans la conception de ses politiques, ne reconnaît-il pas que, dans cette société, les gros revenus sont imposés beaucoup plus lourdement

qu'ici, que l'écart entre petits et gros revenus est beaucoup plus étroit?

«Cela est vrai. Mais les Suédois n'ont pas les mêmes voisins. Si les Canadiens avaient la progressivité de l'impôt suédois, il risqueraient de se produire un exode des cerveaux en faveur des Etats-Unis. Ici, les gens sont prêts à rester et à assumer certaines pertes. Mais vient un moment où l'impôt amenuise tellement le revenu que votre homme, s'il est établi à Winnipeg, préfère aller s'installer à St. Paul; ou s'il travaille à Montréal, il ira plutôt à Los Angeles. Nous avons ici des contraintes que la Suède n'a pas. De même, pour reprendre l'exemple suédois, je vous signale que la notion d'étatisation des entreprises a beaucoup évolué. On parle plutôt maintenant de socialisme fonctionnel. Dans un ouvrage récent, un économiste suédois recommande qu'au lieu d'étatiser des entreprises et d'y investir des milliards, on établisse plutôt des contrôles, qu'on socialise en somme les fonctions de l'entreprise.»

En conclusion, le premier ministre assortit sa social-démocratie des exigences et des modalités qu'imposent les contraintes du contexte nord-américain. Compte tenu de ces contraintes, dit-il, le gouvernement s'efforce systématiquement de favoriser l'égalitarisme. Mais il ne peut faire abstraction des conditions de la productivité et de la concurrence nord-américaines. C'est en cherchant à réaliser cet objectif qu'il dit avoir adopté «des dizaines et des dizaines» de mesures depuis cinq ans.

«Je ne suis pas en politique simplement pour faire de la politique. Je crois sincèrement que j'aurai accompli beaucoup pour réaliser cet objectif d'égalité sociale.»

Mais, puisque les conditions propices à l'instauration d'une véritable social-démocratie ne sont pas réunies, ne devrait pas plutôt parler d'un libéralisme réformiste?

«Si vous voulez!», répond Robert Bourassa.

## ANGOLA

mier gouvernement angolais unifié; On indique de bonne source à Lusaka qu'une équipe de six diplomates soviétiques a effectué une visite secrète en République sud-africaine en décembre. Il était toutefois impossible d'obtenir hier soir de commentaires sur cette information dans les milieux officiels de Cap et de Pretoria.

La visite que doit effectuer demain à Moscou le secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, pourrait influencer l'évolution du conflit d'Angola où une course de vitesse est engagée entre les forces du M.P.L.A. et les mouvements angolais pro-occidentaux.

Depuis trois semaines, l'offensive menée par les forces armées du MPLA a provoqué, sur le front-nord du pays, un véritable effondrement des forces du FNLA de Holden Roberto.

Un à un, les fiefs historiques, politiques ou militaires du FNLA tombent, avec une rapidité qui surprend même l'état-major des forces du MPLA. Lancée fin-décembre, l'offensive des combattants de la république populaire d'Angola (RPA) sur ce front a permis la «libération» d'une zone dont les limites se situent désormais à plus de 300 kilomètres de la capitale.

La ville d'Ambrizette — dernier succès spectaculaire enregistré par les forces du MPLA à 300 kilomètres au nord de Luanda sur la côte et à environ 200 kilomètres de la frontière zaïroise — où l'envoyé spécial de l'AFP a pu se rendre quatre jours sans chute, est un exemple caractéristique de cette nouvelle situation qui pourrait bouleverser toutes les données de la guerre d'Angola. Car comme Carmona, comme Ambriz, comme la base de Negage, comme presque toutes les villes reprises sur le front-nord, cette base logistique du FNLA est tombée presque sans un coup de feu. «En une heure», comme le précisent le commandant des forces du MPLA et l'officier cubain qui guident les journalistes dans la ville.

A l'inverse, pour la première fois depuis le début de la guerre civile en Angola, des correspondants étrangers, dont celui de l'agence Reuter, ont été admis hier sur le front de la rivière à Luchia, de Luso, où l'U.N.I.T.A. consolide ses positions en prévision d'une prochaine attaque du M.P.L.A.

A 800 km au sud-est de Luanda, Luso est un carrefour stratégique sur le front-sud. Cette localité commande l'accès au chemin de fer du Benguela. Les F.A.P.L.A. (forces armées du M.P.L.A.) l'ont perdue le 10 décembre devant la progression de leurs adversaires.

Pour leur visite, les journalistes ont été accompagnés d'un officier des F.A.L.A. (forces armées de l'U.N.I.T.A.). Le colonel Samuel Chivale leur a déclaré qu'une colonne armée de cinq cents Cubains, quelques soviétiques et un millier d'Angolais du M.P.L.A. marchait sur Luso.

Le colonel Chivale paraissait confiant que le M.P.L.A. ne parviendrait pas à faire le trou. «Il n'y aura aucun problème», a-t-il dit en souriant. L'U.N.I.T.A. passera elle-même à l'offensive. «Ceux qui connaissent les choses de la guerre savent qu'à tout moment, la meilleure politique est de prendre l'initiative», a-t-il ajouté.

Le colonel Chivale, un officier de trente-et-un ans, a précisé qu'il avait reçu son instruction militaire à Nankin, en Chine.

Tout au long de la visite, le calme le plus complet a régné. Pas un seul départ d'obus, pas même un coup de feu ne l'a

troublé. De chaque côté de la route menant au pont qui enjambe la rivière, l'infanterie a pris position. On distinguait des fusils F.N. de fabrication belge et des mortiers de 81 mm, de fabrication américaine.

Le pont aux arches de ciment s'est effondré dans la rivière Luchia. Dans sa retraite, il y a un mois, le M.P.L.A. l'a fait sauter. Le mouvement populaire a établi son quartier général avancé à une trentaine de km au nord, dans la localité de Dala, que traverse la route Lusohenrique de Carvalho.

Pour se rendre à Dala, il faudrait traverser sur l'autre rive des collines très boisées, puis une autre rivière, le Kasai, important affluent du fleuve Congo, Dala n'est qu'à portée de fusil du Kasai.

Les journalistes n'ont pas reçu l'autorisation de traverser la Luchia. Ils n'ont pas même pu s'éloigner de plus d'une centaine de mètres de la route. Il ne leur a donc pas été possible d'évaluer l'armement de l'UNITA ou de savoir par quels «amis» l'UNITA était épaulée sur place.

D'après l'U.N.I.T.A. et d'autres sources bien informées, c'est ici que devrait se livrer la plus importante bataille d'Angola.

Enfin, si l'on en croit le «Newsweek», c'est l'Union soviétique qui transporte depuis cette semaine les soldats cubains en route pour l'Angola.

Le magazine américain précise que des Ilyouchine-62 ont été envoyés à la Havane pour assurer les vols de militaires vers Luanda après la décision du Portugal d'interdire aux avions cubains de faire escales aux Açores.

Il y a près de neuf mille soldats cubains combattant aux côtés des forces du mouvement populaire de libération de l'Angola, ajouté-t-il, en citant des sources des services de renseignement américains.

Certains diplomates croient savoir que trois à six mille autres Cubains seraient sur le point d'arriver en Angola. Un diplomate a estimé que les Cubains avaient eu six cents morts et blessés.

Les Soviétiques, poursuit «Newsweek», ont dépêché la semaine dernière deux autres croiseurs et un destroyer vers l'Angola, ce qui porte à dix le nombre connu de bâtiments de la flotte soviétique en route vers les côtes angolaises.

## LE LIBAN

contre les forces palestiniennes et musulmanes, qui est à l'origine de la démission de M. Karame qui a, en vain tenté samedi, de faire respecter la Nième trêve de son mandat.

Certains pays arabes, et en particulier l'Egypte, tentent d'apporter une médiation, mais leur préalable est le respect d'un impossible cessez-le-feu.

De même, deux appels ont été lancés hier, le premier par le pape Paul VI, le second par M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, et est estimé généralement qu'ils n'auront aucune conséquence directe sur les événements en cours.

A bonne source, on affirmait hier soir que des unités de l'Armée de libération de la Palestine (ALP) sont entrées au Liban, unités intégrées à l'armée syrienne et qui n'attendraient qu'un feu vert pour intervenir le cas échéant dans les combats contre les milices chrétiennes.

En attendant, toute l'attention est concentrée sur le quartier de la Quarantaine, où s'est rendu le correspondant de Reuter, Ian MacDowell. On lira ci-après son reportage.

Du toit d'un immeuble dominant le théâtre des combats, un «officier» Kataëb m'a montré du doigt, la progression, maison par maison, des milices chrétiennes. Il m'a dit que l'offensive était prévue depuis plusieurs jours.

De son côté, M. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) a déclaré aux ambassadeurs arabes qui ont négocié samedi un cessez-le-feu inopérant que la Quarantaine devait être défendue coûte que coûte.

Les combats ont débuté à 10.00. Un délugé d'obus de mortiers s'abat sur les baraques en bois de ce bidonville à l'embouchure du Fleuve Beyrouth, qui coupe en deux la capitale selon un axe nord-sud. Très vite, deux grandes maisons ont pris feu. Les Kataëb expliquent qu'elles servaient de dortoirs à des unités palestiniennes. A plusieurs reprises, une batterie de mitrailleuses d'où les forces musulmanes commandent le flanc oriental de la Quarantaine est touchée.

L'infanterie Kataëb s'infiltre dans le secteur par le sud et l'ouest. Les armes automatiques légères crépitent. Des collines dominant la quarantaine, les mortiers et les mitrailleuses Kataëb pilonnent sans interruption les positions de leurs adversaires, par-dessus les toits du quartier arménien.

De ma position d'observation, un milicien chrétien tire des balles incendiaires de mitrailleuse lourde 12,7 mm de fabrication soviétique sur le quartier musulman. Un observateur équipé de jumelles et portant un large chapeau de cow-boy et un badge de shérif lui désigne les cibles.

A la mi-journée, les Kataëb affirment qu'ils contrôlaient la plus grande partie de la Quarantaine. De ce quartier, les canoniers musulmans ont, tout au long des jours précédents, interdit toute circulation sur deux points stratégiques en secteur maronite, commandant l'accès à la montagne.

«Nous devons nettoyer les tireurs de la Quarantaine de manière à rouvrir les ponts», m'a dit l'officier Kataëb.

«Nous avons au moins 15.000 hommes armés qui attendent dans les collines. Nous voulons qu'ils nous rejoignent pour renforcer nos positions face au secteur musulman de l'est de la capitale», a-t-il ajouté.

## LA CSN

suite de la page 3

conserver tous les bulletins de vote jusqu'à ce qu'un verdict soit rendu sur le fond du problème.

La CSN-Construction portera la cause devant la Cour d'appel, qui sera saisie, mercredi, d'un ordre de sursis en vue de rendre inopérante la décision de l'Office d'accorder un mandat de négociation à la FTQ-Construction.

Si la Cour d'appel accède à la requête, le mandat de négociation de la FTQ-Construction serait remis en question et la CSN-Construction pourrait exiger de participer à la conclusion d'une entente en vue du renouvellement du contrat de travail des 90.000 syndiqués de cette industrie.

La stratégie de la CSN-Construction de recourir aux tribunaux pour contester le mandat obtenu par sa rivale à la suite du scrutin de novembre ne fait toutefois pas l'unanimité.

Lors d'une récente assemblée de ses membres, le Syndicat de la construction de Montréal (CSN) a suggéré de mettre l'accent sur «une solution syndicale», qui pourrait faire l'objet d'une entente entre les états-majors des deux principales centrales de la construction. Le syndicat de la construction de Montréal a toutefois été mis en minorité au sein de la CSN-Construction sur cette question.

Déjà, le bureau fédéral de la CSN a demandé à la FTQ au début de décembre de permettre aux 25.000 travailleurs de la construction non membres de la FTQ de se prononcer sur le prochain contrat de travail dont la négociation commencera incessamment.

Cette suggestion «syndicale» n'a reçu aucune réponse. La FTQ-Construction peut également nier aux syndiqués qu'il ne lui soit pas affiliés le droit de se prononcer sur le prochain contrat de travail.

Du côté patronal, cependant, tous les entrepreneurs de l'industrie auront le droit de se prononcer sur une éventuelle entente de principe. Les employeurs demandent même de façon quasi unanime au gouvernement d'amender la loi 47 de manière à tenir compte de la taille des entreprises et à pondérer ainsi les résultats de ce scrutin, pour le rendre encore plus démocratique.

## LE DÉFICIT

suite de la page 3

Bref, si les Jeux ont bel et bien lieu à Montréal du 17 juillet au 1er août, leur financement est loin de faire l'unanimité et reste incertain.

Entre-temps, les responsables de l'organisation des Jeux poursuivent les préparatifs. Ainsi, M. André Morin, chargé de la cérémonie d'inauguration des Jeux, le samedi 17 juillet, au grand stade olympique, a déclaré que la cérémonie débuterait à 14h30 et se terminerait à 16h45, c'est-à-dire qu'elle sera abrégée d'une heure par rapport aux précédentes.

A 15h, Elizabeth II arrivera au stade et le défilé des athlètes commencera au rythme d'un orchestre de 200 musiciens qui jouera la marche olympique sous la direction de Vic Vogel. Il s'agit de la composition d'André Mathieu, symphonie en cinq mouvements qui évoque les cinq continents d'où proviennent les athlètes de 131 pays.

Après le défilé, la reine proclamera l'ouverture des Jeux de la XXIe Olympiade et le maire Drapeau sera invité à transmettre l'oriflamme permanent des Jeux au maire de Moscou où se tiendront les prochains Jeux en 1980.

La flamme olympique sera allumée dans l'urne située non pas sur un podium, mais au centre du stade, après qu'un urne sera hissée par trois câbles 160 pieds au-dessus du stade.

M. Morin a expliqué que la cérémonie avait été écourtée à la demande des fédérations sportives qui estiment qu'un trop longue cérémonie fatigue inutilement les athlètes.

On estime que les cérémonies d'ouverture et de fermeture des Jeux à Montréal coûteront à elles seules plus de \$2 millions.

## 19 janvier

par la PC et l'AP

Le premier ministre John Diefenbaker annonçait la démission de son cabinet, il y a seize ans aujourd'hui — en 1960 — du secrétaire d'Etat Henri Courtemanche, pour raisons de santé. M. Courtemanche avait 43 ans. Il fut nommé sénateur, mais quitta ce poste en 1961, quand une enquête au Québec révéla qu'il avait reçu de fortes sommes d'argent afin d'aider un hôpital de Montréal à obtenir des octrois du gouvernement.

1563 - Le catéchisme protestant d'Heidelberg fait son apparition.

1840 - Le lieutenant Charles Wilkes découvre le continent antarctique.

1954 - La Grande-Bretagne adopte le fusil belge FN de l'OTAN.

1972 - Les procès-verbaux du comité de guerre du cabinet durant les premières années de la Seconde Guerre mondiale sont rendus publics.

## DÉCÈS

Notez s.v.p. que les avis de décès doivent nous parvenir avant 4:30 p.m. pour publication du lendemain. Le dimanche : 2 à 4:30 p.m.

**JEANNEAU Roland.** — Le 15 janvier 1976 à l'âge de 64 ans, 10 mois, est décédé, subitement à Miami M. Roland Jeanneau, autrefois échevin de la Ville de Verdun, président de la Caisse Populaire de Verdun, ex-président Fondateur des marchés Métro. Il était l'époux de Thérèse Tougas. Outre son épouse il laisse dans le deuil ses fils: Guy (époux de Louise Duquette) et Pierre, ses filles Andrée (épouse de Claude J. Blais), Monique (épouse de Pierre La Traversie), Michelle (épouse de Jacques Malboeuf) et Jocelyne (épouse de André G. Boivin), ainsi que quatorze petits enfants et ses soeurs Lorette et Georgette de même que ses frères Hervé et Paul. Les funérailles auront lieu mardi le 20 janvier. Le convoi funéraire partira du Salon Urgel Bourque Lté No 5551 rue Wellington à 10 heures 30, pour se rendre à l'église N.-D. de la Paix où le service sera célébré à 11 heures. Et de là au cimetière de St-Lambert lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Prière aussi de ne pas envoyer de fleurs mais plutôt faire un don à la Fondation du père Eusebe Ménard.

**ST-LAURENT.** — A Ste-Dorothee, le 18 janvier 1976 à l'âge de 80 ans, 3 mois, est décédé, Frère Eusebe St-Laurent, S.E.C., autrefois Frère Justin, fils de Feu Elazar St-Laurent et de Feue Emilie Roberge. Les funérailles auront lieu mercredi le 21 janvier en la chapelle du Foyer de la Salle, 309 rue Bordeleau à 10 heures. Et de là au cimetière de la Côte-des-Neiges, lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

## les atomisés de l'An O



**féminin pluriel**

# Femmes et enfants, les grands oubliés des constructeurs

par Renée Rowan

Certaines activités de l'Année internationale de la femme, de par leur brio, ont jeté dans l'ombre d'autres tout aussi importantes. Ça a été le cas, par exemple, de l'Atelier national sur le rôle de la femme dans l'évolution du milieu urbain qui débutait à Ottawa, le 15 octobre dernier le même jour que se tenait la conférence Action 75+. Parce que ce sujet nous semble d'un intérêt particulier et qu'il aura des retombées au cours de l'année, nous y consacrons aujourd'hui cette chronique.

Une des participantes à cette rencontre de trois jours, Mme Polly Hill, membre du comité consultatif sur l'environnement de l'enfant à la Société centrale d'hypothèques et de logement, n'a pas hésité à affirmer que, dans le domaine de l'habitation, les femmes et les enfants sont les pre-

miers à être négligés ou même complètement sacrifiés.

Selon elle, les projets domiciliaires et les politiques d'aménagement ne tiennent aucunement compte des changements importants de l'organisation sociale. Le modèle-type demeure une famille biparentale de classe moyenne possédant au moins une automobile et dont la femme-épouse-mère demeure à la maison.

Pourtant, souligne Mme Hill, les changements et l'évolution s'accroissent dans une direction tout à fait opposée. Le libre choix d'un milieu de vie est en réalité un luxe réservé à une minorité.

La faculté d'aménagement de l'Université de Montréal, dans un mémoire remis aux participantes — elles n'étaient que cinq du Québec —, qualifie de "crise grave" le problème du logement à Montréal: "...d'une manière générale, le stock de logements disponibles ne correspond pas aux besoins de la population dans la mesure où sa production est standardisée et ne peut s'adapter à la diversité des situations possibles: les femmes seules, les personnes âgées, les jeunes travailleurs ont le plus de mal à se loger."

Lorsqu'on sait que le revenu annuel moyen des femmes est de \$5300 alors que celui des hommes est de \$10200, et que souvent les personnes à faible re-

venu consacrent, c'est-à-dire doivent consacrer, 45% de ce revenu au logement, on comprend mieux l'urgence, pour les femmes, d'une politique adéquate de l'habitation.

Mme Christiane Bacave, politologue, qui participait à cette rencontre, souligne qu'en 1971, les données statistiques révélaient qu'une famille sur dix (9.44) était monoparentale. Sur ces 478.745 familles, 378.065 étaient dirigées par des femmes. Depuis 1971, cette proportion s'est accrue. La majorité de ces familles est considérée comme ayant de faibles revenus.

Ne correspondant pas au modèle classique servant de référence dans l'aménagement domiciliaire, les familles monoparentales trouvent difficilement, sur le marché, la possibilité de se loger conformément à leurs besoins et à leurs ressources financières. (HLM-logement social) ne reconnaît pas encore, dans la majorité des projets, les besoins spécifiques des familles monoparentales, sauf quelques exceptions, note Mme Bacave.

Le danger est la création de ghettos. Un projet présenté à l'Atelier par l'architecte Bill Latimer prévoit, intégrés dans un ensemble de dimensions moyennes, des unités d'habitation pour familles monoparentales, des unités pour personnes âgées et des

unités plus petites pour personnes seules. Les participantes ont insisté sur la nécessité d'un milieu social intégré et équilibré et ont souhaité dans ce projet la présence d'unités d'habitation pour familles biparentales.

L'étude et la solution des problèmes d'une catégorie d'usagers déborde toujours cette seule catégorie. L'équipement et l'environnement demandés et jugés prioritaires pour les familles monoparentales ne peut qu'améliorer la qualité de vie des autres groupes d'usagers: garderies, aires de jeux, cafétérias, aménagement intérieur des appartements tenant compte de la présence et de l'activité des enfants, sécurité, proximité des services communautaires et commerciaux profitent également aux autres éléments de la collectivité.

La structure de la famille biparentale, notre encore Mme Bacave, subit aussi des transformations. La maison-objet de consommation n'est pas proposée à l'acheteur comme une habitation, mais comme un ensemble de signes extérieurs. Elle est la plupart du temps affublée de noms enchanteurs et évocateurs de prestige ou d'exotisme. Les besoins essentiels comme les services, le transport sont souvent absents ou trop éloignés.

Pour les participantes à cet Atelier, les problèmes immédiats doivent être résolus, si c'est possible, mais l'essentiel demeure une planification pour l'avenir qui définit un type de société en pleine évolution et prévoit la souplesse de l'infrastructure et ses possibilités d'adaptation aux futurs besoins.

Les participantes, venues de tous les coins du Canada, ont perçu les entreprises de prestige comme ne répondant à aucun besoin humain et par le fait même les trouvent difficilement justifiables. La priorité doit être donnée à des objectifs fondamentaux.

Mme Bacave se dit convaincue que, percevant leur environnement de façon spécifique, les femmes peuvent proposer des solutions nouvelles. L'Atelier, dit-elle, a souhaité une reconnaissance, à tous les niveaux, de la nécessité de l'intégration des femmes au processus décisionnel. L'action politique et civique exprimée par la création de fronts communs et de comités conjoints portant sur des problèmes précis d'intérêt local est essentielle.

Les participantes ont insisté sur la mise en place de mécanismes permanents de consultation pendant toute la réalisation d'un projet. Les comités d'usagers ne doivent pas être des entités abstraites. Des mécanismes précis doivent leur permettre de s'impliquer

dans toutes les phases et aspects de l'élaboration d'un projet qui les concerne directement.

Une politique de l'habitation repose sur des choix politiques. L'absence des femmes aux postes décisionnels est un facteur à ne pas négliger. Cependant, seule une collectivité profondément préoccupée par l'évolution du milieu urbain élira des représentants ayant des préoccupations identiques.

Les femmes doivent accroître leur présence dans les comités de citoyens et mieux structurer leur participation. De plus en plus, elles doivent comprendre les conséquences des choix politiques sur leur vie quotidienne: loisirs, garderies, habitation, transport, éducation, etc. Elles agiront efficacement en se regroupant pour travailler à des problèmes concrets concernant leur environnement immédiat. L'habitation est un problème prioritaire.

Avec Emile Aillaud, Mme Bacave conclut en rappelant que "la cité n'est que secondairement un événement architectural. C'est un événement humain. Il faut absolument rompre l'ordre des valeurs. Pour cela, il faut changer de morale, ne plus croire que le confort est le bonheur, que la femme est la ménagère et que la voiture doit être devant la porte".

## Mulroney: candidat national, j'ai de forts appuis au Québec

par Pierre O'Neill

Aux Canadiens, Me Brian Mulroney propose par un "retour à la source" une nouvelle approche dans l'exercice du pouvoir.

C'est devant plus de 1.500 militants qui avaient payé chacun \$100 le couvert que le candidat à la succession de M. Stanfield a prononcé hier soir ce qui constitue le plus important discours depuis le début de sa campagne. Le grand salon de l'hôtel Bonaventure à Montréal était rempli à capacité et l'organisation a dû réclamer l'installation de tables additionnelles dans les salons adjacents. Parmi les personnalités présentes, on remarquait notamment l'ex-premier ministre de l'Ontario, M. John Robarts; le ministre des Finances de la province de Terre-Neuve, M. William Doody; et le sénateur Josie Quart. S'y trouvaient aussi des députés conservateurs qui ont déjà manifesté publiquement leur appui ainsi que quelques avocats très connus du Parti libéral, dont Me Philippe Casgrain.

Après avoir effleuré le thème constitutionnel en soulignant qu'il croit pour sa part en un pays "indivisible", Me Mulroney a tenu à préciser qu'il n'est pas un candidat du Québec mais un "candidat national avec des appuis très substantiels du Québec".

C'est d'abord à travers les problèmes économiques que Me Mulroney constate la faillite du régime de Pierre Trudeau. Et en réplique à la "nouvelle société" du chef libéral, Brian Mulroney reconnaît que les Canadiens doivent vivre selon leurs moyens mais fait observer que les leaders de la société doivent commencer par donner l'exemple.

"Si nous sommes menés, déclare-t-il, par des gens qui acceptent de s'imposer eux-mêmes des sacrifices avant d'en imposer aux autres, des gens qui pratiquent les vertus d'humilité et d'économie avant même de les exiger de nous, des gens qui disent la vérité même quand eux croient que nous ne voulons pas l'entendre, si nous sommes menés par de tels hommes — et il le fut — nous pourrions connaître l'avenir auquel le Canada était promis."

En rappelant que le pays n'a pas été construit dans le pessimisme, que les hommes et les femmes qui ont implanté la civilisation dans ce climat rigoureux n'étaient pas des défaitistes et qu'aucune épreuve ne les a rebutés, Me Mulroney dénonce "l'incroyable impudence des hommes qui sèment l'inquiétude pour récolter le découragement, qui assimilent leur propre échec personnel à celui de notre système de gouvernement et tentent de nous imputer leur propre impuissance".

Puis, c'est en lançant un appel à la foi

des Canadiens que Me Mulroney déclare à l'intention "des prophètes de malheur qui jettent le trouble dans les âmes" que lui, inspira au leadership de son parti et de son pays, croit:

— que ce pays est une réussite non seulement parce qu'il a surmonté des crises, mais parce qu'il est capable d'en surmonter d'autres;

— que les difficultés sont faites pour être vaincues à la condition d'avoir le courage et la volonté suffisante;

— que les problèmes nouveaux requièrent des hommes nouveaux et des formes nouvelles;

— que l'Etat ne doit pas, sous prétexte de réformes, imposer frivolement des brimades continuelles à la liberté et à la quiétude du citoyen;

— qu'aucun contrôle réglementaire ne suppléera à l'initiative et au sens des responsabilités individuelles;

— que c'est le devoir de l'homme public de se montrer vigilant pour empêcher les tentacules bureaucratiques d'étouffer ce qu'elles embrassent;

— que l'autorité et la fermeté d'un gouvernement n'excluent pas la modestie et l'humanité des gouvernants;

— que la force et la sécurité de l'Etat reposent ultimement sur la confiance, le respect et l'affection que l'homme public doit mériter des citoyens.

## 2 rescapés du minéralier Berge-Istra

TOKYO (Reuter) — Un bateau de pêche japonais a recueilli hier deux hommes — un Espagnol et un Brésilien — dérivant dans le Pacifique sur un radeau portant des inscriptions du "Berge Istra", le super-pétrolier norvégien disparu depuis la fin décembre, a annoncé l'Agence japonaise de secours en mer.

Pour des raisons d'incompréhension linguistique, on avait tout d'abord cru qu'il s'agissait de deux Chinois de Taiwan, mais après avoir pris contact par radio avec le chalutier, le "Hachiho Maru VI", l'Agence a établi qu'il s'agissait plutôt d'un Européen et d'un Porto-Ricain.

Les deux hommes, qui sont en bonne santé, ont déclaré que le bâtiment de 227.556 tonnes — le plus gros bateau à avoir ainsi disparu, pensait-on, corps et biens — s'était désintégré sous l'effet de trois explosions, indiquant l'Agence japonaise.

**NETTOYEUR P.M.**  
Service d'une heure au comptoir  
Service de chemises  
8309 ST-DENIS  
381-1322

**VIENT DE PARAÎTRE**  
Claude Ducharme  
**La Sociologie par les textes**  
anthologie accompagnant la sociologie générale de Guy Rocher.  
tome I: L'Action sociale

éditions hurbtubise hmh 380 ouest rue craig montréal

**BRUNET DE CÔTE-DES-NEIGES EST LE NOM QUI DOMINE DANS LA CRÉATION DES MONUMENTS**  
**AUCUN AGENT**  
ÉCONOMISEZ LA COMMISSION AVANT D'ACHETER CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE MAISON DU QUÉBEC  
Inscriptions Réparations et nettoyages  
**J. BRUNET Ltée**  
4824 Chemin Côte des Neiges  
Tél. 738-8086  
Fondée en 1877

**COMMENT CUISINER AVEC MÉTHODE, ASSURANCE ET ART**  
Cours de base de fine cuisine:  
Ce cours vous enseigne comment appliquer l'art de la fine cuisine aux repas de chaque jour et de réception. Vous apprendrez le savoir-faire, les procédés pratiques, les connaissances gastronomiques et d'hygiène alimentaire.  
Démonstration — Explication — Pratique individuelle — Dégustation (repas) — Livret de recettes.  
Leçons d'essai: les 2 et 3 février 1976.  
Coût: \$12.50  
Prospectus gratuit.  
Réservations: **843-6481**  
Institution détenant un permis d'enseignement de culture personnelle en art culinaire.  
**Institut Culinaire Henri Bernard**  
2015 rue de la Montagne (coin de Maisonneuve)

## La Commission Cliche a fini par agacer le gouvernement...

Selon Me Brian Mulroney, le gouvernement Bourassa a manifesté son irritation lorsque la commission Cliche s'est avisée de faire comparaître des ministres et d'autres personnalités du Parti libéral.

A la sortie de l'éclatant succès remporté par son dîner-bénéfice à \$50 le couvert tenu hier soir à l'hôtel Bonaventure de Montréal, Me Mulroney a expliqué qu'au début des travaux de la commission, le gouvernement "nous trouvait drôles" mais que son attitude s'est modifiée avec la comparaison des Cournoyer, Choquette, Desrochers et Guay.

Le candidat au leadership du Parti conservateur devait ajouter néanmoins que l'agacement ressenti dans les milieux gouvernementaux n'a aucunement empêché la commission de poursuivre ses travaux d'enquête avec efficacité.

A un autre égard, Me Mulroney a exprimé l'opinion que le fédéral ne doit pas participer davantage au financement des jeux Olympiques de Montréal. Il a indiqué que la promesse préalable du maire de Montréal, M. Drapeau, à l'effet que les jeux s'auto-financeraient était à ce point catégorique qu'il ne veut pas croire aujourd'hui à un déficit. Et si malgré tout il s'en produisait un, Me Mulroney est d'avis qu'Ottawa ne devrait pas fournir un cent de plus qu'il n'a versé à ce jour.

Quant à l'invitation faite à la reine Elizabeth de venir inaugurer les Jeux, Me

Mulroney y souscrit totalement. Il rappelle qu'Elizabeth est toujours chef de l'Etat et conclut: "De grâce, qu'elle vienne et soit bien reçue!"

A propos du financement de sa campagne, Me Mulroney ne s'inquiète nullement. Il ignore qui fournit à sa caisse et il ne veut pas le savoir. Il met toute sa confiance dans les trésoriers de sa campagne.

Interrogé sur les accusations du candidat Heward Grafftey voulant que ce soit Power Corporation qui lui fournisse l'aviation à réaction nécessaire à certains déplacements à travers le pays, Me Mulroney nie tout avec l'air d'un Irlandais qui rêve de mettre son poing sur le nez de quelqu'un. Il nie tout aussi vigoureusement avoir participé la réunion du Parti conservateur où il fut décidé de placer \$300.000 dans un fonds destinés à emporter l'adhésion de M. Claude Wagner. Enfin, Me Mulroney ignore pourquoi le député de Br-Missisquoi, Heward Grafftey, répand toutes ces "fausses" rumeurs. Pour ce qui est des accusations lancées par M. Joseph Zappia, Me Mulroney dit tout ignorer des services que MM.

Christian Viens et Delaney auraient pu rendre à son organisation.

En constatant que le nombre de convives approchait les 2.000, Me Mulroney et son organisation ont compris qu'ils venaient de marquer un point important et peut-être un dur coup à la campagne de leur principal adversaire, M. Wagner. D'autant plus qu'environ 250 délégués officiels étaient de la fête, cela à la surprise même des organisateurs. Aucun des députés dont Me Mulroney se réclame ne se sont cependant manifestés.

Outre l'ex-premier ministre Robarts, qui avait accepté l'invitation mais sans pour autant donner son appui, on remarquait quelques autres personnalités du PC, dont: Me Allan Eagleson, président de l'Association des joueurs de hockey de la Ligue nationale; Me Jacques Courtois, président du club de hockey Canadien; Me Pierre Sévigny, ex-ministre associé de la Défense, M. Mario Beaulieu, ex-ministre des Finances sous les gouvernements Johnson et Bertrand; M. Roger Beaudry, ex-ministre de l'Industrie et du Commerce sous les mêmes gouvernements unionistes.

## Le dernier satellite canadien est en orbite

Le dernier-né des satellites canadiens, qui est en même temps le plus puissant satellite civil de télécommunications, a été mis en orbite samedi soir à Cap Canaveral.

Ce satellite sur la technologie des communications (STT) est un engin expérimental de 400 millions qui est destiné à paver la voie aux prochains satellites commerciaux que n'importe qui pourra pratiquement capter à domicile sans avoir à passer par les gigantesques antennes actuelles.

Le STT doit normalement être placé en orbite synchrone, ce qui l'amènera à tourner à la même vitesse que la terre, et à survoler continuellement le même point. Les antennes du satellite sont toujours dirigées

vers la terre et il est stabilisé pour que ses panneaux solaires déployables soient toujours convenablement exposés au soleil.

L'originalité de ce système complètement mis au point au Canada réside dans les longueurs d'onde utilisées tout autant que dans la puissance du satellite: de la sorte, on pourra dorénavant avoir recours à des fréquences autrefois laissées de côté pour la diffusion.

La réception des émissions pourra se faire à l'aide d'antennes semi-portatives et les expériences prévues incluent toutes sortes d'essais dans les régions éloignées de l'arctique, allant des communications entre familles esquimaudes jusqu'à des consultations médicales à distance.

**COLLÈGE PRIVÉ**  
RECONNU D'INTÉRÊT PUBLIC  
DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES (D.E.C.)  
COURS PRÉPARANT À L'ACCUEIL UNIVERSITAIRE

- ANIMATION THÉÂTRALE
- ART ET LETTRES
- EXPRESSION DRAMATIQUE
- SCIENCES HUMAINES
- SCIENCES DE L'ÉDUCATION

**ADMISSION MAINTENANT POUR SCOLARITÉ — 1976-77**  
**TÉL.: 288-4140**  
**CONSERVATOIRE LASSALLE**  
1290, ST-DENIS, 8e ÉTAGE  
MONTRÉAL H2X 3J7

Université du Québec  
Ecole nationale d'administration publique

**SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT EN GESTION**

La direction du perfectionnement de l'École nationale d'administration publique (ENAP) offre à l'intention des administrateurs et en certains cas des professionnels des secteurs public et para-public une série de sessions de perfectionnement. Ces sessions visent à initier les gestionnaires à diverses techniques et méthodes de gestion de plus en plus en usage dans l'administration publique. Elles visent en outre à permettre aux concepteurs et aux usagers de systèmes informatiques, d'acquiesser les connaissances et les habiletés requises pour une application plus adéquate de l'informatique à la gestion.

**ANALYSE DE SYSTEMES**  
Durée: 3 jours; Dates: 2-3-4 février et 1-2-3 mars 1976; Coût: \$125.  
Nombre de participants par session: 20;

**PROCESSUS D'INFORMATISATION**  
Durée: 3 jours; Dates: 9-10-11 février 1976; Coût: \$125.;  
Nombre de participants par session: 20;

**LA GESTION DE PROJETS PAR LA METHODE PERT**  
Durée: 3 jours; Dates: 23-24-25 février 1976 et 22-23-24 mars 1976;  
Coût: \$125. Nombre de participants par session: 18;

**INTRODUCTION A L'INFORMATIQUE**  
Durée: 2 jours; Dates: 17-18 février 1976 et 15-16 mars 1976;  
Coût: \$100. Nombre de participants par session: 20;

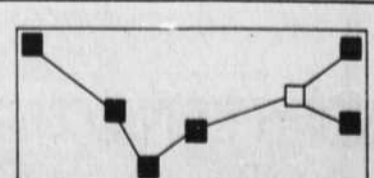
**L'INFORMATIQUE ET LE LANGAGE PÉR**  
Durée: 5 jours; Dates: 16-17-18-19-20 février 1976 et 15-16-17-18-19 mars 1976; Coût: \$225.; Nombre de participants par session: 14;

**LES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LA GESTION (SIG)**  
Durée: 3 jours; Dates: 23-24-25 février 1976 et 22-23-24 mars 1976;  
Coût: \$125. Nombre de participants par sessions: 20;

**Lieu des sessions:**  
Ces sessions auront lieu à l'ENAP, 625, rue St-Amable, Québec, Qué.

**Inscriptions:**  
Toute personne intéressée par l'une ou l'autre ou l'ensemble de ces sessions est invitée à s'adresser par écrit à:  
**Pierre Melançon**  
Responsable des sessions universelles  
Direction du perfectionnement  
École nationale d'administration publique  
625, rue St-Amable  
Québec, Qué.  
Téléphone: (418) 657-2516

**LE RESEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**  
L'École nationale d'administration publique est l'une des unités constituantes du réseau de l'Université du Québec



# La fleur aux dents: bavard, sans mordant

par André Leroux

On se demande souvent pourquoi certains films ont été réalisés tant leur propos semble mince et tant leur mise en scène frôle l'inexistence? "La fleur aux dents", adapté du roman de Gilles Archambault par Pierre Turgeon et réalisé par Thomas Va-

mos, donne l'impression d'aller nulle part, d'effleurer des sujets importants sans vraiment en épouser toutes les possibilités, et de se contenter d'accumuler des lieux communs sur la vie quotidienne. Présenté au canal 2, mercredi dernier à 20h le film brosse le portrait d'un homme d'âge moyen, Georges Lamontagne, (Claude Jutra) qui s'interroge sur son existence journalière. Il découvre abruptement que sa fille Marie-France (Anne Dandurand) est enceinte et qu'elle en épousera un autre qui accepte la situation. Sa femme Louise (Lise Lasalle) lui révèle, sans détours, que sa vie de ménagère ne la comble absolument pas. De plus, Georges travaille comme opérateur à un poste de radio, CKMM, et rêve de mettre sur pied une émission consacrée à la Révolution Tranquille. Malheureusement, dès qu'on a compris, à travers une surabondance de dialogues, que Georges est un homme heureux, compréhensif mais insatisfait, que Louise ne veut plus accepter l'ordre des choses, que Marie-France est tournée vers l'avenir et vers l'espoir d'une vie épanouissante et que Michel (Serge Thériault), l'amant de Marie-France, veut vivre son amour dans l'instant, on se désintéresse, petit à petit, de ce qui peut leur arriver car Vamos ne nous en livre que les surfaces les plus évidentes et les plus simplistes. Il manque à ses personnages, une ambiguïté, une richesse intérieure qui en feraient autre chose que des être unidimensionnels dont on connaît tout après qu'ils ont parlé pendant cinq minutes.

"La fleur aux dents" est un film bavard qui réduit les personnages à ce qu'ils disent et qui laisse, somme toute, très peu de possibilités aux comédiens de développer et de nourrir leurs personnages. Les dialogues, fabriqués sur mesure pour bien nous faire comprendre ce que vivent les personnages, sont des espèces de flèches indicatrices qui doivent nous conduire au cœur des sentiments, des émotions et des problèmes. En faisant des dialogues l'élément moteur du film, Vamos a traité littéralement tout ce qui aurait normalement se sentir à travers des allusions, des signes, des conversations suggestives et des comportements. La parole ne parvient qu'à simplifier les données du film, à minimiser le jeu du comédien et à vider l'entreprise de densité affective, psychologique et sociale. A force de tout vouloir expliciter par la parole, Vamos n'a réussi qu'à rendre inefficace et terne sa mise en scène, d'ailleurs presque inexistante. "La fleur aux dents" ressemble plus à une émission radiophonique qu'à un film qui utilise toutes les possibilités de l'image. D'ailleurs, les comédiens n'ont qu'à mimer et qu'à traduire superficiellement ce que leur dictent les dialogues. Et pourquoi Vamos a-t-il confié le rôle principal du film à Claude Jutra, le plus mou et le plus fade de tous nos comédiens avec Daniel Pilon? Il me semble que Jutra nous avait suffisamment prouvé dans "Mon Oncle Antoine" et surtout dans le désolant "Pour le meilleur et pour le pire" que ses "dons" de comédien ne dépassaient jamais le niveau des moues d'enfant gâté. Comme Jutra est présent sur l'écran, pendant tout le film, et que sa présence n'a rien de magnétique, le spectateur est confronté à un personnage qui paraît plus indolent, flâneur et ennuyé que véritablement insatisfait et troublé par un rêve qu'il n'a jamais pu concrétiser. Jutra ne peut véritablement exprimer qu'un seul état affectif: l'étonnement, la surprise. Il baisse alors la tête, s'enferme dans un silence embarrassant et hésite à poursuivre la conversation. Malheureusement, il répète toujours le même procédé et on ne peut jamais percevoir ce qui se passe au-delà de son visage inexpressif. Si le personnage de Georges avait été interprété par un meilleur comédien, je pense que le film, malgré toutes ses failles évidentes, aurait été beaucoup plus intéressant et qu'on aurait été ému lorsque la fin Georges jette ses rubans magnétiques aux vidanges. On aurait pu saisir, viscéralement, qu'il se détachait de ses rêves, d'une partie précieuse de lui-même et d'un passé qui n'était qu'un pas vers l'avenir et non une fin en soi. Quant aux autres personnages, on a à peine le temps de s'y attacher qu'ils disparaissent de l'écran. Pendant une ou deux séquences, ils définissent, par la parole, ce qu'ils sont et ce qu'ils désirent puis ils sont abandonnés par le cinéaste qui semble considérer qu'il ne pouvait nous en dire plus sur chacun d'eux.

Ayant conçu le film spécialement pour la télévision, Vamos a craint de prendre des risques visuels et s'est contenté de figer ses personnages en gros plans lorsqu'ils ont des choses "importantes" à nous révéler. Et que dire des monotones conversations entre deux personnages? La caméra passe de l'un à l'autre sans imagination en un montage alterné qui ressemble à l'exercice d'un jeune étudiant de cinéma. En regardant "La fleur aux dents", on est convaincu que Vamos utilise une telle surabondance de gros plans parce qu'il ne savait pas comment traduire en images ce qu'il voulait nous dire. Le résultat est un film atonal, qui ne hausse jamais le ton, qui n'explore pas l'espace et qui ne démontre aucun sens du détail. La mise en scène est tellement prévisible, redondante et simpliste qu'on regarde le film en y perdant progressivement intérêt. Les films réalisés par la télévision ne peuvent que paralyser ou tuer le cinéma à cause du cadre réduit de l'image, de l'impossibilité d'utiliser toutes les ressources spatiales, des limites du montage et de l'absence de sensualité de l'image. "L'exil", le premier film de Vamos, s'est avéré un échec désastreux mais le cinéaste essayait, au moins, de s'exprimer en termes visuels et de s'appuyer sur les possibilités du cinéma. Lorsque la parole supplante l'image et l'emprisonne dans un simple rôle de soutien, on est bien obligé de reconnaître les limites d'une oeuvre qui s'engouffre dans une impasse. Si Gaétan Labrèche caricature trop ouvertement le personnage de l'animateur de radio, on doit aussi déplore le jeu trop théâtral de Ghislaine Paradis et le manque d'expérience de Anne Dandurand. Michèle Rossignol se montre toujours aussi peu talentueuse et, seule, Lise Lasalle parvient à injecter un soupçon d'authenticité à un personnage qui aurait dû être beaucoup plus étoffé. Mais que peuvent faire les comédiens lorsque la conception originelle des personnages est aussi sèche et peu profonde? Je pense que Thomas Vamos ferait mieux de retourner à son travail de directeur de photographie et laisser à quelqu'un d'autre le soin de réaliser. Espérons aussi que "La fleur aux dents" n'est pas le prototype parfait du film de fiction que l'Office National du Film veut encourager et promouvoir. Ce serait désolant!

## au fil des mots Langage et magie

par Louis-Paul Béguin

La magie a joué un rôle capital dans l'évolution des sociétés primitives. On pourrait ajouter qu'elle est à la base de la science. Si les progrès techniques de l'homme furent de plus en plus impressionnants à travers les siècles, ils ne l'ont jamais entièrement satisfait. Et de nos jours l'homme cherche encore, comme il l'a toujours fait, la réalité derrière le visible. Cela, pour maîtriser la nature et s'en rendre en fait le maître absolu. La magie est un effort en ce sens. La magie émane d'un désir fondamental: déclencher une force capable d'apporter à l'homme la réalisation de ses désirs. On y retrouve le geste rituel, comme on l'observe dans le mythe et comme il existe dans la religion.

L'acte rituel, dans la magie, est soumis à des règles bien précises. Les lois de la science positive, où la causalité est bien établie et immuable, y sont remplacées par des lois de causalité mystérieuse. Si le savant observe les phénomènes naturels, le mage, lui, ne s'en contente pas. Il veut manier la puissance créatrice de la nature. Le mage utilise la parole, le geste, la formule magique. Les signes cabalistiques, dans la tradition juive, permettaient d'atteindre le monde mystérieux de la puissance. Le langage magique est "chargé" dans la formulation: le verbe est tout-puissant, dangereux même, pour celui contre qui il est employé. En Egypte, des livres sacrés accessibles aux seuls prêtres contenaient les principes mystérieux de toutes les sciences. Si on l'écrivait sur le front du Golem, une inscription sacrée redonnerait vie au géant chargé de la défense du peuple juif opprimé.

Parlant du rôle de la magie, l'anthropologue Malinowski, ayant observé un magicien qui ordonnait à un ouragan mélanésien de s'arrêter, déclarait: "J'ai compris alors la véritable fonction de la magie. Psychologiquement, elle conduit à l'intégration morale, à cet optimisme et à cette confiance face au danger qui a permis à l'homme de gagner bien des batailles contre la nature ou l'ennemi humain". Notons, puisque nous sommes intéressés au rôle de la langue dans le monde de l'imaginaire, que c'est encore une fois la parole du sorcier qui détient la puissance. Les mots qu'il lance aux quatre vents déchirés sont ses armes les plus redoutables. Car il y eut toujours entre l'homme et sa langue un peu de "mystique". Pour Sir James Frazer, le célèbre anthropologue, l'imaginaire et ses manifestations remplissent un rôle social: le besoin de survivre. Il pensait que la magie représentait la science primitive. Bien des savants croient au contraire que la magie n'a qu'un rôle accessoire. Elle est invoquée quand l'homme se sent incapable d'agir sur la nature avec ses moyens scientifiques. Plus ces derniers se sont développés, moins la magie fut nécessaire. Rappelons que pour Frazer, le savoir, la magie et la religion étaient les facteurs les plus impératifs de la culture. Ajoutons que la langue est le quatrième facteur permettant la cohésion entre les trois autres.

**ELYSEE**  
35 MILTON / 842-6053  
SALLE RESNAIS  
POUR TOUS  
**ORSON WELLES**



**Vérités et Mensonges**  
EISENSTEIN 14 ANS  
PHILIPPE NOIRET JEAN JEAN-PIERRE MARINA VLADY  
BERNARD TAVENNER

**QUE LA FETE COMMENCE...**

**UN GENIE 2 ASSOCIES UNE CLOCHE BIENTOT**  
BERRI  
ST-DENIS, STE-CATHERINE 288-2115  
MERCIER  
STE-CATHERINE, PIE-IX 255-8224  
VILLERAY  
ST-DENIS JARRY 388-5577  
VERDUN  
3841 WELLINGTON 788-2092  
ST-JEAN, ST-JEROME, DRUMMONDVILLE, GRANBY, JOLIE, ST-HYACINTHE, STE-THERESE, TERREBONNE, VALLEYFIELD, QUEBEC.

Pierre David présente  
Une Sélection des Films Mutuels  
Philippe Noiret  
Romy Schneider  
**Le vieux fusil**  
Un film de Robert Enrico



Salle Renaud  
le DAUPHIN  
BEAUBIEN PRES D'IBERVILLE 721-8060

On m'a dit que c'était mon meilleur travail depuis que je fais du cinéma, et je le crois.  
ROMY SCHNEIDER  
**L'important c'est d'aimer**



CHEVALIER  
1500 rue St Denis 845-3222  
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER : 12.10 - 2.30 - 4.45 - 7.10 - 9.35

PIERRE DAVID PRESENTE UNE SELECTION DES FILMS MUTUELS  
Claude Michèle Serge  
LELOUCH / MORGAN / REGGIANI  
**Le chat et la souris**  
LE PLUS ORIGINAL DES SUSPENSES



Bientôt au Cinéma Le Dauphin

**Richard & John Contiguglia**  
Pianistes-duettistes  
Grande première montréalaise de la transcription de Liszt pour deux pianos de la neuvième symphonie de Beethoven



SCHUMANN BARTOK GRAINGER BEETHOVEN  
2 FÉVRIER 20h30  
Billets: \$8 \$7 \$6 \$4 \$3 EN VENTE CCA 1822  
Sherbrooke ouest Place des Arts, Montréal Trust  
PVM Nombre limité de billets à demi-tarif sur \$7  
étudiants et Age d'Or en vente à CCA seulement  
CHARGEX 932-2234 MASTER CHARGE  
SALLE WILFRID-PELLETIER

**ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL**  
LES GRANDS CONCERTS



Mardi et mercredi  
les 20 et 21 janvier à 20h30  
Chef d'orchestre et Directeur artistique:  
**RAFAEL FRÜHBECK DE BURGOS**  
Soliste:  
**RUDOLF SERKIN, pianiste**  
Programme: MOREL, Antiphonie  
DVORAK, Symphonie no 8 en sol majeur, opus 88  
BEETHOVEN, CONCERTO pour piano no 5 en mi bémol majeur opus 73, "EMPEREUR"  
Billets de \$3 à \$9 en vente au guichet de la Place des Arts  
SALLE WILFRID-PELLETIER  
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tel. 842-2112

## DECISION

Ottawa, le 12 janvier 1976.

Le Conseil de la Radio-Télévision canadienne annonce la décision suivante qui prendra effet immédiatement.

Décision CRTC 76-15  
MONTRÉAL (QUÉBEC) — 751218900  
Radio Laval Inc.

Demande présentée en vue de modifier la licence de radiodiffusion MA de CKLM Montréal (Québec) comme suit:

Emplacement actuel des studios:  
1184 ouest, rue Ste-Catherine  
Montréal (Québec)

Emplacement projeté des studios:  
1600 est, boul. St-Martin,  
Laval (Québec)

Décision: **APPROUVÉE.**

Le titulaire de la licence a démontré qu'il lui était impossible à cause de certains problèmes techniques d'assurer un service adéquat à la région métropolitaine de Montréal particulièrement dans les domaines de l'information et des affaires publiques et communautaires tel que l'exige sa présente licence.

Dans sa demande de relocaliser ses studios à Laval, le titulaire s'est engagé à offrir une programmation axée sur les intérêts des citoyens de la ville de Laval. Le Conseil a tenu compte du fait que la population de cette ville de plus de 228,000 habitants croît sans cesse et qu'elle est en droit de recevoir des services supplémentaires en radiodiffusion.

Le titulaire devra respecter ses engagements et offrir aux résidents de Laval un service qui réponde à leurs besoins. Le titulaire, tel qu'il l'a déclaré lors de l'audience, devra s'identifier au milieu spécifique qu'il désire desservir et refléter les préoccupations des Lavallois tant au niveau des affaires publiques, des activités socio-culturelles, des activités sportives et des initiatives locales.

Guy Lefebvre  
Le directeur général  
Gestion des politiques de licences

Conseil de la Radio-Télévision Canadienne  
Canadian Radio-Television Commission

## musique

### J'aime, tu aimes, il aime...

par Gilles Potvin

Exceptionnellement, le programme d'extraits d'oeuvres lyriques que présentait Radio-Canada vendredi, salle Claude-Champagne, sortait de la banalité triste et affligeante dans laquelle ce genre de programme semble se complaire trop souvent. Il faut donc rendre hommage à part égale au réalisateur de cette émission enregistrée pour retransmission le 28 janvier prochain (CBF-FM/100.7) et aux interprètes, le soprano Louise Lebrun, la basse Joseph Rouleau et le chef d'orchestre Jean Deslauriers, d'avoir choisi une sélection de pages inusitées mais d'une indiscutable valeur musicale. Ensuite, il faut féliciter les interprètes d'avoir donné de ces extraits rarement entendus des exécutions senties et technique-

ment au point. En grande forme, Louise Lebrun s'est attaquée au redoutable "Grossmächtige Prinzessin", le long récit et air de Zerbinetta dans "Ariadne auf Naxos" de Richard Strauss et au grand air "Martens aller arten" de "L'Enlèvement au sérail" de Mozart. Le premier lui convient à merveille mais le second, un peu moins dans les deux cas, l'exécution fut brillante avec des aigus à couper le souffle. Joseph Rouleau, protagoniste du rôle de Philippe II de "Don Carlos" dans sa version française originale, a repris le grand air de Verdi, "Elle ne m'aime pas" avec des accents d'une grande sincérité in-

terieure. Son timbre noble et sa compréhension des textes furent également mis en valeur dans deux airs d'opéras russes, "Prince Igor" de Borodine et "Aleko" de Rachmaninoff. Les deux artistes unirent leurs voix pour faire triompher un page d'anthologie, le grand duo du premier acte de "I Puritani", l'oeuvre ultime du prince du bel canto, Vincenzo Bellini. Au pupitre, Jean Deslauriers fut un collaborateur attentif, soucieux avant tout de suivre et de soutenir les chanteurs. L'orchestre seul a joué les danses de "La Khovantchina" de Moussorgsky et l'ouverture plutôt banale de Weber, "Preciosa" dont on se serait d'autant plus dispensé qu'elle n'appartient pas au répertoire de l'opéra.

### Un club de rencontre revu par le Théâtre en couleurs

Le Théâtre d'aujourd'hui, rue Papineau, présentera ce qu'on appelle "un grand clin d'oeil en musique" du Théâtre en couleurs, à savoir une pièce intitulée "Le club Frank Eros Rabadoux", du 22 janvier au 22 février, avec la participation de Normand Chouinard, Marie-Hélène Gagnon, Rémi Girard, Patrick Houly, Léo Mungier et Jean Guy, dans une mise en scène de Guillermo de Andrés. "Clin d'oeil en musique sur le

gout qu'ont les humains de faire la paire, grand concours de circonstances, show dans l'show, cette pièce traduit en humour et en amour l'atmosphère d'un club de rencontre aussi quelconque que son président-fondateur qui, pour couronner en beauté son "couple de l'année", loue une salle de cabaret quelconque, engage des "artistes" quelconques et offre à ses membres éseules une grande soirée récréative, note un repré-

sentant de la troupe. Conçu, écrit et mis en musique par une équipe de comédiens de la vieille capitale regroupée pour l'occasion sous le chapiteau du théâtre en couleurs, "le club Frank Eros Rabadoux" s'adresserait "avec la pertinence du toc authentique et le zest de la paillette synthétique, à tous les amateurs de chaleur humaine."

### Ballif aux Musialogues

Claude Ballif, l'un des plus illustres représentants de la musique nouvelle en France, est présentement à Montréal à l'invitation de la Faculté de musique de l'Université de Montréal. Sans pour autant faire table rase du passé, l'auteur d'oeuvres telles "Voyage de mon oreille" et "Airs comprimés" s'intéresse à toutes les tendances de la "musique qui se fait" dans le monde et se

consacre plus spécialement à faire la synthèse du passé et du présent — recherche susceptible d'ouvrir une voie nouvelle en terre musicale. A ce chapitre et en dehors de ses oeuvres musicales, on sait que son "Berlioz", paru aux éditions du Seuil, a fait boue de neige et constitue un ouvrage de référence pour tout un chacun intéressé au "devenir" de la musique et à l'esthétique qui la sous-

tend. Or, Ballif assurera cette semaine deux "Musialogues" en la salle 1020 de la FM. Ce soir à 20 h, il s'entretiendra de ses principales activités, de même que de ses préoccupations musicales et pédagogiques, avec le

LE NOUVEAU FILM D'YVES BOISSET  
**DUPONT LAJOIE**

C'est de bon augure. On voudra y être pour dépoussiérer à nouveau ses oreilles!



Bradshaw a le meilleur sur Staubach

Les Steelers remportent un second Super Bowl

MIAMI (d'après AP) — Roy Gerela, un botteur de précision né au Canada, a réussi deux pla-

cements au 4e et dernier quart, puis le quart-arrière Terry Bradshaw a complété une

"bombe" de 64 verges à Lynn Swann, permettant aux Steelers de Pittsburgh de remonter la pente pour vaincre les Cowboys de Dallas 21-17, hier après-midi au stade Orange Bowl de Miami, dans la 10e reprise du Super Bowl, match de championnat de la Ligue nationale de football.

Ce fut un touché de sûreté qui réduisit l'écart à 10-9, et après deux placements portant le compte à 15-10, Bradshaw compléta sa longue passe à Swann qui attrapa le ballon à la 10e verge ennemi et traversa la ligne des buts sans aucune difficulté. Ce devait être le touché de la victoire.

Quelques instants plus tard, Roger Staubach, le vis-à-vis de Bradshaw chez les Cowboys, compléta une passe de touché de 34 verges à Percy Howard. Mais ceci ne faisait que réduire l'avance des Steelers à quatre points, eux que les parieurs

avaient favorisés pour l'emporter par une marche de 6-0 1/2 points.

Durant trois quarts, les titulaires éprouvèrent beaucoup de difficulté à solutionner l'attaque et la défensive de leurs rivaux. Mais ils se sont soudainement retrouvés quand Harrison effectua un plongeon dans les airs pour bloquer le botteur de Mitch Hoopes sur la ligne des buts. Le ballon roula jusqu'au fond de la zone des buts pour deux points, et les Cowboys durent dégager à nouveau de leur 20e.

Mike Collier, des Steelers, s'empara alors du ballon à la 30e des siens et le ramena sur 25 verges jusqu'à la 45e ennemi. Les Steelers étaient en marche.

Bradshaw remit alors le ballon à Franco Harris et Rocky Bleier, qui ont gagné respectivement 5, 4 et 7 verges, puis il courut lui-même pour un gain de 8. Lorsque la poussée s'arrêta à la 20e verge du Dallas, Gerela, qui avait plus tôt raté des bottés de 36 et 33 verges, fut désigné par son instructeur Chuck Noll pour tenter un de 36, qu'il réussit parfaitement, donnant ainsi une avance de 12-10 aux siens.

Les Cowboys étaient devancés pour la première fois dans le match, et quelques instants plus tard, l'écart devait s'accroître.

Staubach, tentant une passe de sa 15e verge, la rata, et Mike Wagner, des Steelers, l'intercepta à la 26e pour ramener le ballon sur 19 verges jusqu'à la 7e. La défensive des Cowboys tint cependant le coup, et Ge-

rela y alla de son second placement pour un avantage de cinq points.

Dallas pouvait néanmoins reprendre l'avance avec un touché, mais Bradshaw élimina cette possibilité en passant 60 verges dans les airs à Swann, qui réalisa un attrapé remarquable. Bradshaw dut cependant payer cher cet exploit. Il fut solidement cloué au sol après sa passe et dut se retirer du jeu souffrant d'une légère commotion cérébrale. La même chose lui était d'ailleurs arrivée il y a deux semaines, lors de la demi-finale contre les Raiders d'Oakland.

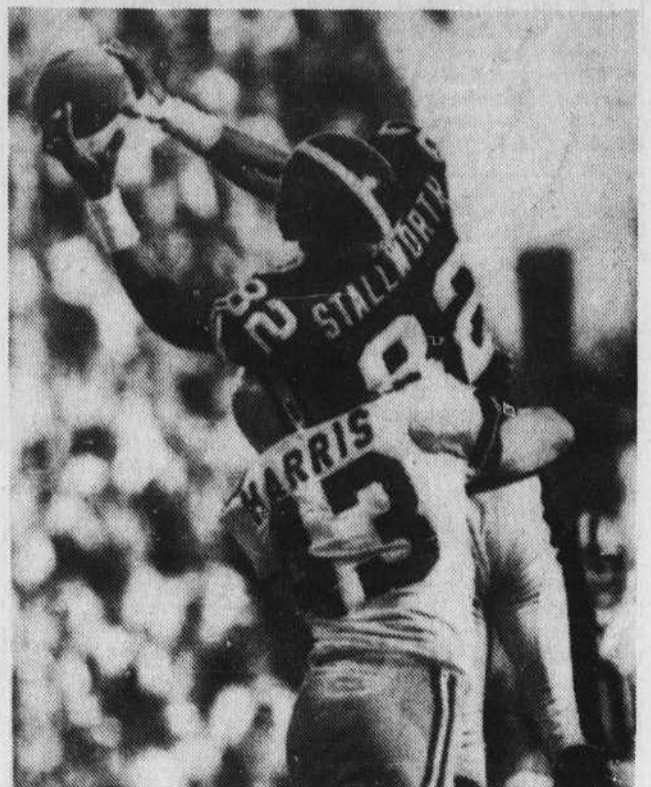
Le "bombardier blond" avait toutefois bien accompli sa tâche, réussissant neuf passes sur 19 tirs pour des gains de 209 verges et deux touchés. A lui seul, Swann attrapa quatre passes pour 161 verges, un record du Super Bowl.

Gerela vit son botté de transformation frapper le poteau après le touché, et le pointage demeurerait 21-10.

Staubach ramena vivement les siens dans la mêlée, réussissant une passe de 30 verges à Drew Pearson avant d'atteindre Howard dans la zone des buts, alors qu'il ne restait plus que 1:48 minute de jeu.

Le rencontre prit fin alors que Staubach, qui avait épuisé ses trois arrêts réglementaires du

jeu, tenta de compléter la longue passe qui aurait permis aux siens de l'emporter.



John Stallworth (no 82), ailier éloigné des Steelers de Pittsburgh, attrape de façon remarquable une passe de Terry Bradshaw, au moment même où le défenseur Cliff Harris, des Cowboys de Dallas, le plaque solidement. (Téléphoto AP)

le bridge

Le jeu d'embuscade

par Charles-A. Durand

Vulnérables: Nord-sud  
Donneur: Sud

NORD  
♦ DV4  
♥ R63  
♦ R762  
♠ A92

EST OUEST  
♦ 65 ♦ 932  
♥ D874 ♥ V105  
♦ V109 ♦ AD43  
♦ D864 ♦ V73

SUD  
♦ AR1087  
♦ A92  
♦ 85  
♦ R105

Les enchères:  
Sud Ouest Nord Est  
1 ♦ passe 3 ♦ passe  
4 ♦ passe 3 ♦ passe

Entame: Valet de carreau par Ouest

Plusieurs contrats difficiles réussissent par un stratagème habile d'embuscade, c'est-à-dire que le déclarant manipule son jeu de manière à placer la main chez l'adversaire et à le forcer à jouer vers une disposition très avantageuse des cartes du déclarant.

L'exemple le plus simple, mais aussi le plus cruel de ce retour, c'est celui où l'adversaire est forcé de jouer vers la fourchette A-D du déclarant.

D'autres cas pour pratiquer ce renvoi de la main à l'adversaire, demandent certaines observations classiques qui se rencontrent dans les jeux dont la texture présente des atouts dans les deux mains, mort et déclarant, où le retour permettra une coupe dans une main et un écart dans l'autre, donnant une levée additionnelle au déclarant.

Un autre jeu fréquent d'embuscade est celui qui, au moment du renvoi, ne présente qu'un seul couleur de retour

repartie dans les deux mains dont les cartes sont placées en fourchette propre à donner l'avantage d'une levée au déclarant.

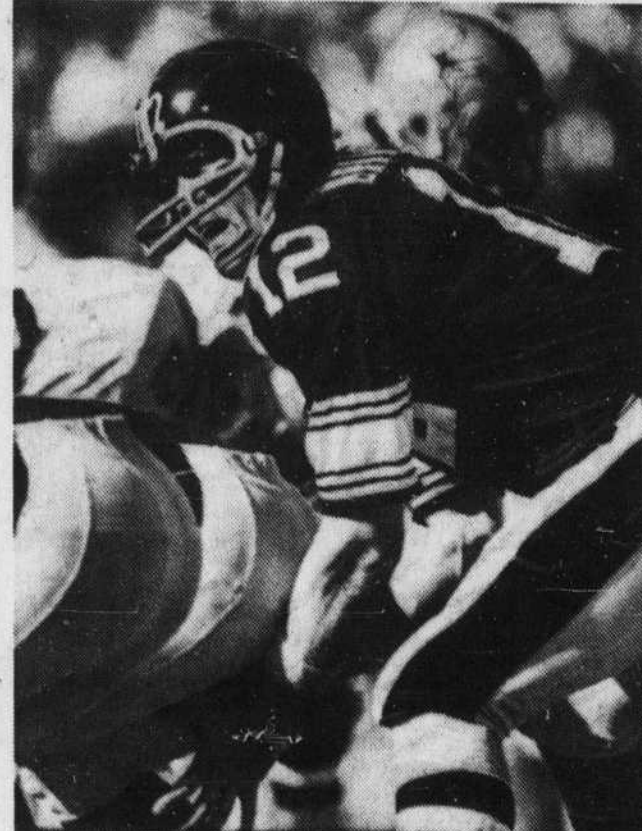
La donne ci-dessus est le type de ce dernier cas. Le processus du bon joueur est toujours le même: A la vue de l'entame et du mort, il fait son plan et voit que les mains contiennent quatre perdants, soient deux carreaux, un trèfle et un cœur.

Sud constate que les carreaux et le cœur sont toujours perdants mais que la couleur de trèfle pourrait fournir trois levées à condition que ce soient les adversaires qui l'attaquent. C'est une couleur constituée en embuscade que le déclarant va utiliser. Trois carreaux ont été joués dont un fut coupé.

Sud joue trois levées d'atout, terminant dans la main du mort. Il joue le Roi de carreau qu'il coupe du dernier atout. Est fournit son As et observons la main d'Ouest. Il a déjà écarté son quatrième cœur. Son jeu contient donc trois cœurs à la Dame et trois trèfles à la Dame.

Alors Sud joue As et Roi de cœur et un petit cœur. Le retour se fera dans la couleur d'embuscade des déclarants, soit Nord sud, et procurera trois levées, et la réalisation du contrat au grand dam des défenseurs.

Ce coup de fin de partie se présente assez fréquemment. La difficulté, c'est de le découvrir dès le jeu des premières cartes. De toute évidence, il faut d'abord bien isoler et circonscrire la couleur d'embuscade et finalement il faut manipuler de grande façon la carte-clé, la carte de retour. Plus l'on s'élève dans les échelons du bridge, plus l'on découvre que dans l'appellation de "joueurs experts", experts n'est pas synonyme de chanceux.



Le quart-arrière Terry Bradshaw, héros des Steelers de Pittsburgh lors de leur victoire de 21-17 aux dépens des Cowboys de Dallas, hier dans le Super Bowl, attend la remise du ballon pour faire démarrer un autre jeu. (Téléphoto AP)

Patinage artistique

L'élite canadienne atteint des sommets

LONDON, Ont. (d'après CP) — Une lutte vive entre Toller Cranston et Ron Shaver, ainsi qu'une forte impression auprès du public de la part de Stan Bohonek, ont permis aux champions canadiens de patinage artistique de prendre fin sur une note enlevante, samedi soir à London.

"Je crois avoir assisté au plus beau patinage que j'aie jamais vu", a dit Cranston, après avoir repoussé les assauts de Shaver et remporté son 6e titre national consécutif.

Si l'ex-Montréalais, âgé de 26 ans, a fait preuve d'un net progrès sur le plan technique dans son numéro libre, c'est quand même ses grandes qualités artistiques qui lui auront permis de devancer Shaver. En effet, trois juges sur sept lui ont accordé un pointage parfait de six pour l'impression artistique.

Par contre, si le titre avait été accordé pour le nombre de fleurs lancées, c'est Bohonek qui aurait triomphé. Originaire de Tchécoslovaquie et âgé de 23 ans, le Torontois a conquis les 5,000 spectateurs présents qui lui ont accordé la plus forte ovation. Il est en même temps passé de la 4e à la 3e place, devant Ken Polk, un autre Toron-

tois. Chez les femmes, Lynn Nightingale, d'Ottawa, a facilement remporté son 3e championnat d'affilée, tel que prévu. Elle a distancé sa concitoyenne Kim Alletson et Susan MacDonald, de Vancouver.

Chez les couples, Susan Jones a unis ses efforts à ceux de son concitoyen torontois Don Fraser pour défendre leur titre avec succès, tandis qu'à la danse, les Ontariens Barbara Berezowski et David Porter ont également retenu leur titre.

Chez les juniors, Vern Taylor, de Toronto, l'a emporté, tandis que le Montréalais Daniel Bédard terminait 3e. Deborah Albright, de Toronto, a décroché le titre féminin.

Cranston, Shaver et Bohonek, de même que Nightingale et Alletson représenteront le Canada aux prochains Jeux olympiques d'Innsbruck, où ils affronteront la crème internationale des patineurs, entre autres la Hollandaise Dianne de Leeuw, la championne du monde qui, samedi à Genève, a défendu avec succès son titre d'Europe.

Mlle de Leeuw, qui s'entraîne maintenant aux États-Unis, a nettement dominé ses rivaux, les Est-allemandes Anett Poetsch et Christine Errath.

télévision

Table with columns for channel (CBFT, CFTM, CFTM 10, RADIO-QUÉBEC, CFCF) and program details including time, title, and description.

cinéma

Table listing movie titles, theaters, and showtimes for various locations like ATWATER, AVENUE, BEAUFORT, etc.

Table listing movie titles, theaters, and showtimes for various locations like CENTAURE, POUILLIÈRE, etc.

sur scène

Table listing theatrical performances, theaters, and showtimes for various locations like CENTAURE, POUILLIÈRE, etc.

Ayant aggravé sa blessure

Parent renoncera à rejouer cette saison

PHILADELPHIE (AP) — Le gardien de but des Flyers de Philadelphie, Bernard Parent, ne jouera plus cette saison en raison de la blessure au cou qu'il a aggravée vendredi. C'est du moins ce qu'affirme le Sunday Inquirer de Philadelphie dans son édition d'hier. "Il serait plus sage de renoncer au jeu cette saison au risque de compromettre sa carrière," aurait dit Parent. Le gardien des Flyers donnerait une conférence de presse cette semaine afin d'informer le public de son intention d'interrompre tout entraînement d'ici l'an prochain.

EMILE FRANÇOIS, récemment congédié comme directeur général des Rangers de New York, serait pressenti par plusieurs pour succéder à Clarence Campbell comme président de la Ligue nationale. Une telle suggestion serait en effet soumise aujourd'hui à Philadelphie à l'occasion de la réunion des dirigeants de la LNH à la veille du match des étoiles. Fin connaisseur en hockey,

Francis aurait également l'avantage d'être un Canadien qui demeure désormais aux États-Unis. Robert Sedgewick, vice-président des Maple Leafs de Toronto, et James Cullen, secrétaire de la LNH et conseiller auprès des Blues de Saint-Louis, sont également des candidats à la succession de M. Campbell.

GERTRUD GABL, l'ancienne championne autrichienne de ski, vainqueur de la coupe du monde féminine en 1969, a trouvé la mort hier dans une avalanche alors qu'elle skiait dans les Alpes du Tyrol occidental en compagnie de son époux, Anton Buettner, ainsi qu'un monteur de ski, Alois Fahrner, qui sont tous deux seurs jumelles. Agée de 27 ans, Gertrud Gabl a été ensevelie sous une importante masse de neige dévalant la face nord du Ganbger, dans le massif de l'Arberberg. Elle était la première skieuse autrichienne à avoir remporté la coupe du monde, au cours de sa brève mais brillante carrière.

COMPTABLES AGRÉÉS. BELZILE, ST-JEAN SPERANO ET ASSOCIÉS. LUCIEN DAHMÉ, C.A. VIAU, ROBIN & ASSOCIÉS. PROVOST & PROVOST.

samson. belair & associées. Montréal — Québec — Rimouski — Sherbrooke — Trois-Rivières — Ottawa — Sept-Îles. Suite 3100, Tour de la Bourse, Montréal H4Z 1H8 861-5741

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES. MEUBLES DE BUREAUX. STATIONNEMENT. Canada Dactylographe Inc. 7035 AVE. DU PARC 270-1141

JEUNES PORTEURS DEMANDÉS pour faire la livraison du journal LE DEVOIR à Montréal et Banlieue. Excellentes routes disponibles 844-3361

LE DEVOIR CE QU'IL FAUT SAVOIR DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS LISEZ-LE DANS "LE DEVOIR" EN SOUSCRIVANT UN ABONNEMENT. TARIFS D'ABONNEMENT: CANADA: 12 mois \$52.00, 6 mois \$28.00. ÉTRANGER\*: 12 mois \$57.00, 6 mois \$31.00.

Le Canadien gagne la troisième période contre Atlanta

Trois buts éteignent les Flames

C'est au moyen de trois buts assésés aux Flames d'Atlanta en troisième période, hier soir,

Table of hockey game results for Atlanta vs Montreal, including scores, goals, and assists.

égalisateur et vainqueur ont été marqués à près de 30 secondes de différence, le premier par Doug Risebrough, l'autre par Guy Lafleur. Steve Shutt vint ensuite concrétiser l'avance du Canadien, un peu plus de deux minutes avant la fin du match.

lié à la célérité de Daniel Bouchard, le Canadien s'est contenté de jouer en tâchant de ne pas perdre le fil de la partie. Les Flames semblaient destinés à remporter cette partie, malgré leur fiche déficitaire contre le Canadien à la suite de leurs deux rencontres précédentes; cette fiche fait état maintenant de 11 buts contre 3 en fa-

L'AMH et Ottawa perdent les Civics

TORONTO (CP) — Les dirigeants de l'Association mondiale de hockey ont annoncé samedi que les Civics d'Ottawa — anciens Spurs de Denver — avaient été démentelés mais que les négociations se poursuivaient avec les membres du Ottawa Founders Club afin de doter la capitale fédérale d'une équipe dans l'AMH l'an prochain.

Yvan Mullinex, ex-proprétaire de la concession, a été victime de difficultés financières dues en grande partie à un manque d'intérêt des gens de Denver. C'est pour cette raison qu'il a démenagé son équipe à Ottawa il y a deux semaines.

sommaires

Ligue Nationale Samedi

Table of NHL game results for Saturday, including teams, scores, and key players.

Canadien 4, Kings 2

Summary of the Montreal Canadiens vs Los Angeles Kings game.

Flames 2, Islanders 2

Summary of the Atlanta Flames vs New York Islanders game.

Maple Leafs 4, Red Wings 4

Summary of the Toronto Maple Leafs vs Detroit Red Wings game.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday, including teams, scores, and key players.

Blues 7, Bruins 5

Summary of the St. Louis Blues vs Boston Bruins game.

Flyers 7, Scouts 1

Summary of the Philadelphia Flyers vs New York Scouts game.

Stingers 4, Racers 0

Summary of the Cincinnati Stingers vs Indianapolis Racers game.

Seals 5, Canucks 3

Summary of the Vancouver Seals vs Vancouver Canucks game.

Penguins 8, Rangers 3

Summary of the Pittsburgh Penguins vs New York Rangers game.

Penguins 3, Sabres 2

Summary of the Pittsburgh Penguins vs Buffalo Sabres game.

Black Hawks 2, Flyers 0

Summary of the Chicago Black Hawks vs Philadelphia Flyers game.

Capitals 7, North Stars 3

Summary of the Washington Capitals vs Minnesota North Stars game.

Ligue Nationale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Blues 7, Bruins 5

Summary of the St. Louis Blues vs Boston Bruins game.

Flyers 7, Scouts 1

Summary of the Philadelphia Flyers vs New York Scouts game.

Stingers 4, Racers 0

Summary of the Cincinnati Stingers vs Indianapolis Racers game.

Seals 5, Canucks 3

Summary of the Vancouver Seals vs Vancouver Canucks game.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Blues 7, Bruins 5

Summary of the St. Louis Blues vs Boston Bruins game.

Flyers 7, Scouts 1

Summary of the Philadelphia Flyers vs New York Scouts game.

Stingers 4, Racers 0

Summary of the Cincinnati Stingers vs Indianapolis Racers game.

Seals 5, Canucks 3

Summary of the Vancouver Seals vs Vancouver Canucks game.

natation

Laval concilie la collaboration des parents au jeu des enfants

Aux parents qui organisent des compétitions sportives pour leurs jeunes, on fait souvent le reproche de gêner le plaisir de ces derniers en leur inculquant le principe de la victoire à tout prix.

«Chaque participant a reçu le nouvel écusson de l'association, explique-t-il, et il y avait des médailles pour les trois premiers de chacune des 54 épreuves, en plus d'un ruban pour une 4e place. Nous avons ainsi rendu à peu près tout le monde heureux.

Jean-Paul Plouffe, président du club Aqualud dont la fondation remonte à quatre ans à peine (le CNL existe depuis 10 ans), ajoute que les deux formations s'affrontent au moins deux fois durant l'année.

Dans certaines disciplines, au hockey entre autres, plusieurs entraîneurs se méfient comme la peste de la présence de certains parents. Ils ont bien raison, mais ils craignent toujours que celle-ci n'entraîne une ingérence indue.

«Car il ne faut pas oublier qu'en temps normal, 100 pour cent à peine de ces nageurs ont l'occasion de mériter une médaille quelconque. On n'en accorde habituellement que dans les grosses compétitions, où la concurrence est beaucoup plus forte.»

«Nous tentons d'en organiser une troisième, dit-il, afin de donner une chance aux enfants et aux parents de se mieux connaître. Mais ce n'est pas trop facile. Depuis deux mois, il y a des compétitions presque chaque fin de semaine ailleurs, et on ne peut pas être partout à la fois.»

Il est d'autres disciplines, par contre, où la participation des parents est quasi essentielle. C'est le cas de la natation où la présence d'une foule d'auxiliaires, pour l'accomplissement de diverses tâches, est nécessaire pour la bonne marche d'une compétition.

«Est-il possible de concilier l'ardeur des parents et leur désir de voir leurs jeunes triompher, et la spontanéité de ces derniers dont l'unique désir n'est souvent que le plaisir de pouvoir prendre leurs ébats dans l'eau?»

«C'est ainsi que certains nageurs d'élite, hier, tentaient d'améliorer leur temps afin de mériter d'aller à Québec, le prochain week-end, participer à une rencontre provinciale dans le cadre du célèbre Carnaval d'hiver. Certains parents se proposent déjà d'accompagner leurs jeunes et de «festivaler» un peu.

«Laval, il semble que l'on ait réussi ce tour de force, dans une certaine mesure du moins, comme le témoignait une rencontre amicale, hier matin à la piscine du collège Laval de Saint-Vincent-de-Paul, entre les clubs Laval et Aqualud, les deux formations de compétition de la ville.

«Ce qu'il y avait de beau à voir de ces enfants en compétition pour la première fois, c'était leur joie d'avoir réussi à terminer l'épreuve, d'avoir traversé la piscine. Ça signifiait beaucoup pour eux. Quant aux plus âgés, une compétition et un combat renouvelé pour améliorer leur chronométrage. Ils ne cherchent pas tant à battre les autres concurrents qu'à se battre eux-mêmes, à la suite des longues heures consacrées à s'entraîner.»

«C'est ainsi que certains nageurs d'élite, hier, tentaient d'améliorer leur temps afin de mériter d'aller à Québec, le prochain week-end, participer à une rencontre provinciale dans le cadre du célèbre Carnaval d'hiver. Certains parents se proposent déjà d'accompagner leurs jeunes et de «festivaler» un peu.

Quelque 175 nageurs et nageuses, âgés de six à 18 ans, soit la presque totalité des membres des deux clubs, y prenaient part, pendant qu'un cinquantaine de pères et mères en assurance du bon déroulement.

«Nous voulons leur faire une fête en leur remettant de petits cadeaux», dit Paul Auclair, directeur du CNL et ex-président de l'association lavalloise de la Fédération de natation du Québec.

«Nous avions reçu des invitations pour participer à des compétitions à Montréal-Nord et à Valleyfield aujourd'hui, dit-il, mais nous avons préféré rester dans notre ville pour fêter nos jeunes.»

«Nous voulons leur faire une fête en leur remettant de petits cadeaux», dit Paul Auclair, directeur du CNL et ex-président de l'association lavalloise de la Fédération de natation du Québec.

«Nous avions reçu des invitations pour participer à des compétitions à Montréal-Nord et à Valleyfield aujourd'hui, dit-il, mais nous avons préféré rester dans notre ville pour fêter nos jeunes.»

«Nous avions reçu des invitations pour participer à des compétitions à Montréal-Nord et à Valleyfield aujourd'hui, dit-il, mais nous avons préféré rester dans notre ville pour fêter nos jeunes.»

hockey

Ligue Nationale Vendredi

Table of NHL game results for Friday.

Association Mondiale Vendredi

Table of AHL game results for Friday.

Ligue Nationale Samedi

Table of NHL game results for Saturday.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Ligue Nationale Samedi

Table of NHL game results for Saturday.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Ligue Nationale Samedi

Table of NHL game results for Saturday.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Ligue Nationale Samedi

Table of NHL game results for Saturday.

Association Mondiale Samedi

Table of AHL game results for Saturday.

Maintenant... plus que jamais la GRC offre une vie intéressante. Advertisement for the Gendarmerie Royale du Canada.

Si vous avez déjà considéré la possibilité de devenir policiers-enquêteurs, c'est le moment d'en parler avec la Gendarmerie royale du Canada. Advertisement for the GRC.

Une fois au service de la Gendarmerie, vous recevrez une solide formation dans tous les domaines appropriés tels que le droit, la recherche, et les relations communautaires. Advertisement for the GRC.

BUREAU DU RECRUTEMENT - GENDARMERIE ROYALE DU CANADA 4225 ouest boul. Dorchester Montréal, Québec H3Z 2T4. Advertisement for the GRC recruitment office.

La GRC C'est peut-être pour vous. Advertisement for the GRC.

# Pour Ford, le test de l' "état de l'Union"

(Par Reuter) — Le président Gerald Ford prononcera son discours "sur l'état de l'Union" aujourd'hui, devant les deux Chambres du Congrès réunies en séance commune au sein de leur nouvelle session.

Mercredi, il présentera à un Congrès, dont la réticence l'a souvent contraint à la défensive au cours des douze derniers mois, un budget de 395 milliards de dollars, en augmentation sur le précédent mais en retrait par rapport à un budget de croissance normale, tous les secteurs, dont la défense, en faisant les frais.

Ces deux actes du chef de la Maison-Blanche lui fourniront l'occasion de renforcer sa position et donner le ton du débat qui va animer la vie politique jusqu'aux élections présidentielles de novembre.

On s'attend que le président Ford mette l'accent sur la lutte contre le chômage, sur le redressement de la situation dans le bâtiment et sur la décompression fiscale, contrepoint indissociable du plafonnement budgétaire.

Le président devra mettre à profit cette nouvelle session

pour redresser l'image d'homme maladroit arrivé par accident à la Maison-Blanche que les commentateurs, les caricaturistes et nombre de parlementaires ont souvent de lui.

Les sondages indiquent que, sur un plan national, ses ambitions de devenir un président élu et de demeurer quatre ans de plus à la Maison-Blanche sont directement menacées par Ronald Reagan, ancien gouverneur de la Californie, qui brigue également l'investiture du Parti républicain. Les faveurs des électeurs républicains se parta-

gent presque également entre les deux hommes, position peu enviable pour un président sortant, censé maîtriser l'opposition interne de son propre parti.

Le premier test crucial pour le président Ford se présentera le 24 février, date des élections primaires du New Hampshire, où il fera directement face à M. Reagan.

En outre, la première épreuve de popularité pour l'élection présidentielle américaine se déroulera aujourd'hui dans l'Iowa: plus de cinq mille localités de l'Etat désigneront

leurs délégués à la convention démocrate à New York en juillet et à la convention républicaine à Kansas City en août.

Dix pour cent seulement des démocrates et républicains inscrits participeront à ces réunions, qui, de ce fait, ne revêtent pas une importance capitale. Encore moins pour les républicains que pour les démocrates. Ni le président Gerald Ford ni M. Ronald Reagan n'ont accordé beaucoup d'attention à l'Iowa.

Toutefois, plusieurs des onze démocrates candidats à l'investiture de leur parti pour l'élection présidentielle espèrent être reconnus dans l'Iowa, bien que deux personnalités très en vue n'y aient pas fait campagne: le gouverneur de l'Alabama, M. George Wallace, et le sénateur Hubert Humphrey, qui, sans avoir fait officiellement acte de candidature, a paru jurer de la faveur de la plupart des démocrates dans les récents sondages d'opinion.

Parmi les démocrates qui ont fait campagne dans l'Iowa figurent le représentant Morris Udall; les sénateurs Birch Bayh et Henry Jackson; l'ancien sénateur Fred Harris; M. Sargent Shriver, beau-frère de l'ancien

président John Kennedy, et le gouverneur de Pennsylvanie, M. Milton Shapp.

Mais on pense que dans l'ensemble, ils n'y font pas aussi bonne figure que l'ancien gouverneur de Géorgie, M. Jimmy Carter, nouvellement apparu sur la scène nationale. Celui-ci s'est concentré sur l'Iowa et y a tenu plus de réunions publiques que ses concurrents.

Les engagements pris par les délégués de l'Iowa ne seront pas contraignants. Il se peut même qu'ils soient oubliés de la tenue des conventions nationales. Comme le New Hampshire, l'Iowa est un petit Etat qui n'a pas grande valeur dans l'orientation du scrutin présidentiel. Mais ces deux Etats revêtent une certaine importance, quoique passagère, dans la mesure où ils seront les premiers à exprimer leurs préférences cette année dans les élections primaires.

Ensuite viendront les élections dans le Massachusetts et en Floride, ces deux Etats et le New Hampshire pourraient indiquer non seulement les chances des démocrates mais aussi la popularité du républicain Reagan par rapport à celle du président Ford.

# Désaccord sur l'Espagne au sommet socialiste européen

ELSENEUR (AFP) — Des divergences sont apparues au sommet socialiste d'Elseneur à propos de l'aide que doit apporter le mouvement socialiste européen à l'opposition démocratique espagnole.

Au cours d'une conférence de presse, M. Willy Brandt, président du Parti social-démocrate ouest-allemand, a entièrement soutenu la position du secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol, M. Felipe Gonzales, qui était hostile à toute concession prématurée au nouveau régime espagnol.

Le chef du gouvernement danois, M. Anker Joergensen, s'est montré en revanche beau-

coup plus réservé: verbalement, il s'est déclaré solidaire de ses camarades espagnols, mais tout en soulignant cependant qu'à son avis la direction prise par le nouveau régime espagnol était "positive".

Il a d'autre part indiqué que les participants au sommet socialiste n'avaient pas discuté de mesures d'aide concrètes.

Ainsi, il apparaît nettement que les dirigeants socialistes européens n'ont pu se mettre d'accord sur une analyse commune de l'évolution de la situation politique en Espagne, résultat que certains délégués attribuent à la récente tournée dans plusieurs

capitales européennes du chef de la diplomatie espagnole, M. Jose-Maria de Arellaza, comte de Motrico.

Malgré un plaidoyer passionné en faveur de la restauration de toutes les libertés en Espagne et d'une rupture avec les institutions héritées du régime franquiste, M. Gonzales n'a obtenu de certains partis socialistes qu'une solidarité affirmée du bout des lèvres, indique-t-on de source proche de la conférence.

Mais Kissinger signera

MADRID (Reuter) — Une délégation américaine est arrivée à Madrid pour y achever la négociation sur le renouvellement du bail des bases américaines en Espagne afin que le nouvel accord soit prêt à être signé lors de la brève visite de M. Henry Kissinger, samedi prochain.

Les négociations seront conduites par M. Wells Stabler, ambassadeur des Etats-Unis à Madrid, puis peut-être par M. Robert McCloskey, secrétaire d'Etat adjoint, attendu jeudi dans la capitale espagnole si un accord est en vue, a précisé un porte-parole américain.

On s'attend à ce que les négociateurs espagnols réclament une augmentation de l'aide militaire et économique américaine en échange du renouvellement du bail des bases sous-marines de Rota et aériennes de Torrejon et Saragose, expiré en septembre dernier.

L'Espagne avait réduit sensiblement en octobre dernier le montant initial de l'aide souhaitée, le pays étant menacé d'isolement diplomatique à la suite de l'exécution de cinq militants anti-franquistes, mais, de source diplomatique, on apprend qu'elle aurait révisé ce montant à la hausse.

# Immobilisme total sur le front du développement à la Jamaïque

WASHINGTON (par Georges Deschodt, de l'AFP) — Le contraste entre la volonté politique d'aboutir enfin à une reconstruction du système monétaire et l'immobilisme quasi total enregistré sur le front du développement a été l'un des faits marquants des réunions monétaires de la Jamaïque, la semaine dernière.

Les travaux du comité intérimaire, chargé de la réforme monétaire, ont été marqués par une bataille de dernière heure entre les nantis, qui s'étaient déjà mis d'accord sur les principaux points de la réforme, et les non-nantis qui s'efforçaient de gagner quelques nouvelles concessions ce à quoi ils sont d'ailleurs parvenus.

En revanche, les débats du comité du développement, chargé des problèmes du tiers monde, se sont déroulés dans l'indifférence générale, la plupart des "tenors" n'assistant qu'à la première séance de discussions. Faute de matière, le comité a annulé la session initialement prévue pour le samedi matin et aurait même pu lever la séance assez tôt dans l'après-midi de vendredi si certains n'avaient jugé que, puisque l'on parlait de développement, il convenait quand même d'ajouter un paragraphe sur les matières premières au projet de communiqué élaboré initialement par le secrétariat.

Pour la première fois dans le cadre de négociations monétaires, les pays en voie de développement ont obtenu au cours des discussions des deux dernières années un certain nombre d'avantages spécifiques. Certains sont réels et durables, comme la création du Fonds fiduciaire qui viendra en aide aux pays les plus pauvres (fonds dont les ressources dépendront cependant des fluctuations des cours de l'or) ou l'élargissement des facilités de financement compensatoire réservées aux exportateurs de matières premières. D'autres, comme le compromis finalement conclu sur l'augmentation des tranches de tirage sur le Fonds monétaire international, constituent un succès plus psychologique que réel.

En outre, les pays industrialisés n'ont pas cédé d'un pouce sur deux revendications chères aux pays en voie de développement: le lien entre la création de liquidités monétaires internationales et l'assouplissement des conditions mises par le FMI aux emprunts sur les diverses tranches de crédit. Pour les pays riches, il n'est pas question de transformer tant soit peu le

FMI en organisme d'aide au développement à long terme, ni de réduire le droit de regard qu'il a sur la politique économique des pays qui empruntent pour remédier au déficit de leur balance des paiements.

Plusieurs ministres du tiers monde convenaient d'ailleurs à Kingston qu'il n'existait aucune chance d'un changement de l'attitude des pays industrialisés sur ces problèmes dans un avenir prévisible.

Le comité intérimaire a mis un peu plus de deux ans à mettre au point la réforme monétaire. Le comité de développement, lui, n'a qu'un peu plus d'un an d'existence. Le seul résultat concret de ses travaux, jusqu'à présent, est la création du troisième guichet de la Banque mondiale, qui octroiera des prêts subventionnés, c'est-à-dire à des taux d'intérêt inférieurs à la normale, aux pays les plus pauvres. Mais la Banque mondiale n'a toujours pu recueillir les fonds nécessaires pour atteindre son objectif d'un milliard de dollars de prêts en 1976. En dépit de vagues promesses de contributions faites à Kingston par la France (qui étudiera favorablement la possibilité de consacrer au troisième guichet une fraction de la plus-value de l'or restitué par le FMI) et par la Belgique, il semble exclu, estime-t-on dans les milieux financiers de Washington, que cet objectif puisse être réalisé tout au moins cette année.

Le principal point de l'ordre du jour de l'aide au développement est cependant la cinquième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale qui accorde aux pays pauvres des prêts à long terme (50 ans) et sans intérêt, à l'exception d'une faible charge de service de 0,75 pour cent. Cette institution est, en fait, la seule organisation multinationale qui prête à fonds perdus. La dernière reconstitution de ses ressources avait porté sur quatre milliards de dollars. Pour maintenir ce chiffre en valeur réelle, compte tenu de l'inflation, il faudrait recueillir 6,4 milliards de dollars pour la cinquième reconstitution, qui doit entrer en vigueur en juillet 1977. M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, espère, lui, parvenir à neuf milliards de dollars.

L'attitude des Etats-Unis est à ce sujet le grand point d'interrogation. Le gouvernement

américain a exprimé à Kingston les plus expresses réserves sur sa contribution à la cinquième reconstitution. Ce n'est pas qu'il y soit opposé, mais il se méfie de son Congrès. Celui-ci avait fait beaucoup de difficultés pour approuver la quatrième reconstitution et avait demandé que la part des Etats-Unis tombe de 40 pour cent du total à 25 pour cent.

La part américaine doit effectivement diminuer du fait de la venue de nouveaux donateurs, les pays exportateurs de pétrole. Selon les indications recueillies de diverses sources à Kingston, les nouveaux apports seront cependant insuffisants pour réduire la participation américaine au pourcentage voulu par les parlementaires. Or, plus le montant de la reconstitution sera élevé, plus le Congrès se montrera réticent. Le fait que 1977 sera à nouveau une année électorale aux Etats-Unis ne facilitera pas les choses.

Le comité n'a mentionné aucun chiffre dans son communiqué final, que ce soit pour l'A.I.D. ou pour l'augmentation du capital de la banque. Il n'a pas voulu, a-t-on dit à l'issue de la réunion, gêner les difficiles négociations entamées par M. McNamara avec les pays donateurs. Il ne s'est guère attardé non plus sur la gestion des matières premières à propos de laquelle le ministre français de l'Economie et des Finances, M. Jean-Pierre Fourcade, a annoncé que la France présenterait bientôt une liste de produits pouvant à son avis faire l'objet d'accords de stabilisation, en commençant par le cuivre.

La aussi, cependant, l'attitude des Etats-Unis est extrêmement réservée. M. Gerald Parsky, secrétaire adjoint au Trésor, vient de réaffirmer à San Francisco, l'attachement de Washington aux principes de l'économie de marché. Il a confirmé que les Etats-Unis sont catégoriquement opposés au projet d'accord international sur le cacao et a laissé planer certaines incertitudes sur leur adhésion au nouvel accord sur le café. S'il a mentionné le cuivre comme produit dont on pouvait parler, cela a été pour souligner qu'il n'était pas question de parvenir à un accord sur les prix.

L'immobilisme du comité de développement résulte largement de l'étendue et de l'imprécision de son mandat ainsi que de l'immensité des problèmes du développement. Il soulève néanmoins la question de la continuation de son existence qui a été ouvertement posée par certaines délégations à Kingston. La France et la Côte d'Ivoire (qui préside le comité) ont pris sa défense. D'autres pays comme les Etats-Unis et quelques pays d'Amérique latine, sont, semble-t-il, plus hésitants. Selon des sources proches du F.M.I., ce dernier souhaiterait que le comité devienne un organisme dépendant uniquement de la Banque mondiale alors qu'actuellement il représente les deux institutions.

Enfin, plusieurs pays, comme l'Algérie, pensent que le comité ne peut régler le problème du transfert réel des ressources des pays riches vers les pays pauvres, problème qui doit être confié à d'autres enceintes, telles que celle du dialogue Nord-Sud à Paris. Ils souhaitent que le comité se transforme en une sorte de conseil directeur de la Banque mondiale, chargé notamment de surveiller sa politique de prêt.

C'est une mutation similaire à celle que devrait en théorie subir, au sein du Fonds monétaire international, le comité intérimaire qui a désormais terminé sa tâche et ne se réunira pas, sauf crise imprévue, avant septembre prochain.

# L'espionniste frappe aussi le KGB à Paris

PARIS (Reuter) — "Le Nouvel Observateur" donne dans son édition d'aujourd'hui les noms de deux diplomates soviétiques ayant rang de conseiller, qu'il présente comme dirigeant les antennes parisiennes du K.G.B. et du G.R.U. (sécurité militaire).

Cette publication intervient à quelques jours de celle d'une liste de 44 présumés agents de la Central Intelligence Agency par le quotidien gauchiste "Libération". "Le Nouvel Observateur" précise que les deux diplomates dont il donne les noms sont bien connus de la communauté diplomatique de Paris pour appartenir aux services spéciaux soviétiques (samedi, le quotidien conservateur "L'Aurore" avait publié le nom d'un général soviétique, nouvellement arrivé à Paris en tant qu'attaché militaire, et qui serait un agent du G.R.U.).

De son côté, l'hebdomadaire conservateur "Le Point" croit savoir qu'il y a dans le monde secret de Paris "une centaine d'Américains face à mille Soviétiques". Il affirme d'autre part que, parmi les noms publiés par "Libération", ne figure celui d'aucun agent américain d'importance. Les agents les plus importants ne travaillent pas sous couverture diplomatique, ajoute-t-il.

"Le Nouvel Observateur" indique par ailleurs que l'ancien général Antonio de Spinaola a rencontré à Paris le chef de "station" de la C.I.A. sous la protection d'agents de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), les services français de contre-espionnage, alors que "d'habitude, c'est le service des voyages officiels qui assure la protection des personnalités étrangères".

L'hebdomadaire ne précise pas quand l'entrevue a eu lieu. Il précise en revanche que les services de sécurité français surveillent de près tous les ressortissants soviétiques présents en France même s'ils y sont en qualité de touristes ou dans le cadre d'échanges universitaires. "Par exemple, ajoute-t-il, on observe de très près le personnel de l'Aéroflot" (la compagnie aérienne soviétique).

Enfin, le "New York Times" publie dimanche une lettre de M. William Colby, directeur de la C.I.A., le remerciant de ne pas avoir cité les noms des 32 personnes présentées par "Libération" comme des agents de la C.I.A.

M. Gerald Gold, rédacteur en chef adjoint du service étranger du "New York Times", a déclaré à Reuter que le journal avait décidé de ne pas publier les noms cités pour éviter de mettre en danger les intéressés et ne pas risquer en outre de répercuter une erreur d'identification.

# Calmé à Dakhla et Argoub

DAKHLA (AFP) — La situation militaire est calmée à Dakhla (ex-Villa Cisneros) au Sahara occidental et Argoub, petite ville située à une dizaine de kilomètres à l'est. En effet depuis dimanche dernier, date de l'entrée des troupes mauritaniennes dans la capitale du Rio de Oro (sur du Sahara occidental) aucun incident notable n'a été signalé.

Selon les dernières estima-

tions, il y aurait à Dakhla un millier de soldats marocains venus principalement du nord, par la piste. Les Mauritaniens ont pour leur part environ quatre cents hommes dans la ville.

A Argoub et dans ses environs, environ mille quatre cents soldats mauritaniens sont stationnés. D'autre part, trois navires militaires marocains patrouillent le long des côtes.

La future frontière au Sahara entre le Maroc et la Mauritanie, suivrait parallèle.

Depuis vendredi soir, il n'y a plus de soldats espagnols au Sa-

hara.

On s'attend à ce que les négociateurs espagnols réclament une augmentation de l'aide militaire et économique américaine en échange du renouvellement du bail des bases sous-marines de Rota et aériennes de Torrejon et Saragose, expiré en septembre dernier.

# Une intervention militaire argentine pour reprendre les îles Falklands aux Britanniques?

LONDRES (par Jean-François Le Mounier, de l'AFP) — Un archipel désolé de l'Atlantique-Sud est devenu l'enjeu d'une rude bataille diplomatique entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. Parmi les motifs plus ou moins avoués de cette lutte figure la présence éventuelle de pétrole dans le sous-sol de la colonie britannique des îles Malouines (appelées "Falklands" en anglais et "Malvinas" en espagnol).

Le signe le plus visible de la rapide dégradation des relations entre Londres et Buenos Aires a été, la semaine dernière, le rappel, à la demande des Argentins, des ambassadeurs dans les deux capitales. Depuis, l'Organisation des Etats américains (OEA) a réaffirmé unanimement les "droits inaliénables de souveraineté de l'Argentine" sur cet archipel de 16.000 km2.

A Londres, le quotidien indépendant "Times" évoquait samedi la possibilité d'une intervention militaire des Argentins pour prendre possession de la colonie, après le débarquement, selon le journal, de 750 tonnes de matériel et d'une cinquantaine de militaires argentins dans la capitale, Port-Stanley.

Les Malouines n'ont pas connu une situation aussi explosive depuis que les Anglais en firent la conquête aux dépens de l'Argentine en 1832, pour s'assurer une base stratégique sur la route maritime du Cap Horn. Auparavant, les îles avaient été successivement occupées par les Anglais, les corsaires malouines venus de France, les Espagnols et enfin les Argentins.

Depuis, 1971, la Grande-Bretagne s'est engagée dans une politique visant à favoriser le rapprochement économique, et à terme politique, entre les Malouines et l'Argentine. Cette volonté de coopération s'est traduite dans le passé, souligne-t-on à Londres, par de nombreuses discussions anglo-argentes sur le développement économique de l'archipel. Mais la Grande-Bretagne reste intransigeable sur un point: celui de sa souveraineté. Les Britanniques affirment qu'il n'est pas question pour eux d'abandonner les populations des Malouines sans le consentement formel de celles-ci. Or, divers signes font croire à Londres que les quelque 2.000 habitants de l'archipel ne sont pas encore disposés à devenir Argentins.

En fait, depuis le succès d'un accord de juin 1971 sur le développement des liens humains et commerciaux entre l'archipel et l'Argentine, aucun progrès sensible n'a été enregistré au cours des négociations bilatérales. La situation s'est au contraire détériorée lentement depuis 1974 et, plus brusquement, depuis le début du mois de janvier 1976 quand une mission britannique chargée d'étudier le développement économique des Malouines est arrivée plus ou moins secrètement à Port-Stanley.

L'Argentine aurait souhaité, en effet, selon Londres, l'envoi d'une mission conjointe dirigée par deux co-présidents, proposition jugée inacceptable par le gouvernement britannique.

Le 3 janvier dernier, M. Manuel Arauz Castex, ministre argentin des Affaires étrangères, avait fait publier à Buenos Aires une déclaration accusant entre autres la Grande-Bretagne d'avoir rompu les négociations sur l'avenir des îles. Le 13 janvier, Buenos Aires, qui voyait mal, semble-t-il, le moyen de faire reculer la Grande-Bretagne, demandait le rappel des ambassadeurs.

La mission d'enquête britannique, qui constitue la "provocation" inadmissible pour l'Argentine, est composée de cinq spécialistes des questions concernant la laine, les gisements de pétrole, les pêcheries et les problèmes fiscaux qui dominent l'économie des îles. Son président est un ancien ministre, lord Shackleton, dont le choix peut paraître symbolique de la volonté britannique de ne pas abandonner ces territoires: il est le fils de sir Ernest Shackleton, célèbre explorateur qui succomba en 1922 lors d'une expédition antarctique et est enterré dans les îles Malouines.

La mission, qui restera sur place jusqu'à la fin janvier, mettra son rapport au gouvernement britannique en février prochain. C'est à partir de ce rapport que Londres pourra éventuellement faire évoluer sa position sur le problème et rétablir avec l'Argentine des relations plus normales.

**DÉCORATEURS ENSEMBLIERS**  
MADELINE ARBOUR  
BERNARD MORISSET  
DÉCORATEURS-ENSEMBLIERS  
DESIGNERS D'INTÉRIEURS  
878-3846  
266 est, St-Paul, Vieux Montréal

**A. DADOUN**  
Art et architecture d'intérieur  
Décorateur ensembleur  
Créations exclusives  
LE HOME D'AUJOURD'HUI  
842-8679

**JACQUES VIAU**  
décorateur-ensemblier  
designer d'intérieurs  
Spécialités:  
Bureaux et Résidences  
4335, rue Coolbrook,  
Montréal, Qué. H4A 3G1  
Tél.: 484-8778

Quand vos idées  
ressemblent aux nôtres...

**CHATEAU**  
d'aujourd'hui

382-4710

**ARCHITECTES**  
DAVID BOULVA  
CLEVE  
ARCHITECTES  
1253 ave McGill College  
Suite 800  
MONTREAL - 866-9854

Les architectes  
**LONGPRE MARCHAND  
GONDREAU DOBUSH  
STEWART**  
842-1401  
Montréal Ottawa

**DESIGNER D'INTÉRIEURS**  
YVON VALLÉE  
Décorateur-Ensemblier  
Designer d'intérieurs  
336-5877  
Intérieurs Vallée Inc.  
1100, St-Amour, St-Laurent  
Fabricant de meubles résidentiels  
et commerciaux sur commande

# Carrières et Professions

## TÉLÉVISION INDUSTRIELLE

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, est à la recherche d'un rédacteur/réalisateur bilingue ayant 2 ou 3 années d'expérience au sein d'une équipe de production dans un studio de télévision du secteur gouvernemental, paragouvernemental ou privé.

Le candidat doit posséder des capacités de rédaction et de réalisation. En outre, il doit être titulaire d'un baccalauréat en communications ou avoir de 3 à 5 années d'expérience dans le domaine de la production d'émissions télévisées et de matériel audiovisuel.

Les personnes qualifiées doivent faire parvenir leur curriculum vitae à:

**SunLife**  
DU CANADA  
Ion Macgregor,  
Recruteur principal,  
Sun Life du Canada,  
C.P. 6075(A),  
Montréal, Qué.  
514-866-6400, Loc. 608

## LA COMMISSION SCOLAIRE SAINT-EXUPÉRY

(Municipalité scolaire Boucherville-Longueuil-Saint-Lambert)  
(Commission scolaire élémentaire de 7400 élèves)  
Recherche un candidat pour remplir le poste de

## RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

**Nature du travail**  
Le responsable de l'informatique est chargé de l'étude de problèmes de gestion administrative et de problèmes reliés à l'implantation de projets de recherches ou autres en vue de trouver une solution soit par l'élaboration d'un plan de traitement des données par ordinateur, soit par l'introduction de procédés administratifs nouveaux.

**Attributions caractéristiques**  
Le rôle du responsable de l'informatique consiste généralement à recueillir, à mettre en ordre, à évaluer, à analyser et à synthétiser les données d'un problème; il propose une solution et détermine un plan de traitement par ordinateur compte tenu des besoins et des objectifs exprimés, des contraintes budgétaires ou structurelles et de l'équipement disponible.

Dans certains cas, il peut effectuer la programmation des systèmes, en vérifier les résultats et préparer la documentation appropriée, seul ou accompagné de programmeurs.

Sont inclus dans ce corps les analystes de l'organisation de l'exécution des travaux administratifs. Ils sont plus particulièrement chargés de l'analyse des canaux et processus de communication, des moyens de recueillir l'information, de l'aménagement des locaux de travail sous l'angle de la distribution des personnes et de l'équipement dans l'espace, de la répartition fonctionnelle des tâches, des appareils utilisés, des méthodes et procédés de réalisation du travail dont certains sont reliés à l'application des ordinateurs.

Il peut se voir confier toute autre responsabilité inhérente à sa fonction.

**Qualifications requises:**  
Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle, de préférence dans l'un des domaines suivants: sciences pures, sciences appliquées ou sciences commerciales.

**Expérience**  
L'expérience acquise d'un réseau d'informatique sera prise en considération.

**Traitement et avantages sociaux**  
Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation du Québec pour le personnel professionnel.

Toute personne intéressée doit déposer sa candidature et son curriculum vitae au bureau du directeur général avant 16h30, le 3 février 1976, en indiquant sur l'enveloppe: "Poste de Responsable de l'Informatique"

Directeur général (confidentiel)  
Commission scolaire Saint-Exupéry  
32, avenue Lorne  
Saint-Lambert, Qué.  
J4P 2G8